

MÉMOIRE DE M1

pour l'obtention du

Master Alimentation Durable et REsilience Territoriale
Mention : Gestion des territoires et développement local

Année 2023-2024

Vers une alimentation responsable : politiques de sensibilisation et initiatives locales dans le Cœur Entre-deux-Mers

Exemple du Défi Alimentation Positive



IRATÇABAL Lilou

(Couverture) **Photographie 1** : Atelier jardinage pour les enfants et les adultes lors du Défi Alimentation Positive 2024. Prise le 20/04/24 par une personne participante au Défi, aux Jardins Potagers de Pomarède (Langoiran, Gironde).

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude envers ma tutrice de stage, Marine Hurtaud, qui de part sa volonté, son dévouement pour ses missions, sa bienveillance et son soutien, a su me permettre de mener à bien cette étude et mon stage. Je la remercie de m'avoir fait découvrir le fonctionnement d'une collectivité publique telle que le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers et de m'avoir permis de rencontrer et d'échanger avec tant de personnes.

Mes remerciements vont également à l'ensemble de mes collègues, qui ont grandement contribué à me construire un environnement quotidien de travail agréable, ce qui a participé au bon déroulement de mon stage. Je pense tout particulièrement à Lucille Ferron, Jean Mergnat, Sandrine Magnant, Hélène Bancelin, Myriam Delburg, Lise Capeyron, Richard Rey, Isabelle Delburg et Antony Magro. Mes remerciements vont également à M. Monget et M. Martin. Je souhaite remercier Rosmina Kenihero Feruzi et Emma Puech, également stagiaires au PETR Cœur Entre-deux-Mers, pour leur soutien.

Je remercie mon tuteur pédagogique Raphaël Schirmer, pour sa disponibilité et qui a toujours été de très bons conseils pour alimenter ma réflexion sur mon travail.

Je souhaite remercier aussi l'ensemble des acteurs du territoire que j'ai pu rencontrer, d'avoir accepté de répondre à mes questionnements dans le cadre de cette étude.

Je tiens à remercier les familles ayant participé au Défi Alimentation Positive 2024 qui m'ont permis d'apprécier pleinement mon stage de part leur motivation et leur présence.

Enfin, je voudrais témoigner ma gratitude envers ma famille et mes amis, qui m'ont toujours apporté un soutien moral au quotidien et qui ont toujours été là pour moi durant mon stage et la rédaction de ce mémoire.

Table des matières

Remerciements.....	2
Sigles et acronymes.....	6
Introduction.....	8
I. La stratégie volontaire de sensibilisation à l'alimentation durable du Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers.....	11
A) Malgré des difficultés spatiales, une démarche digne d'intérêt.....	11
1. Une gouvernance territoriale rencontrant des difficultés.....	11
2. Une démarche utile : le Programme Alimentaire Territorial du Coeur Entre-deux-Mers.....	15
3. État de l'art : liens entre PAT, gouvernance et alimentation durable.....	18
B) Le Défi Alimentation Positive, une action concrète du PETR CE2M.....	20
1. Une action récente.....	20
2. Des soutiens financiers indispensables.....	21
3. Une diversification des actions menées pour sensibiliser à différentes échelles...	22
C) La gouvernance, un élément central au bon fonctionnement d'un PAT.....	24
1. Obstacles et défis insurmontables dans la gouvernance d'un PAT.....	24
2. Bonnes pratiques et réussites en matière de gouvernance territoriale.....	24
II. Un Pôle Territorial performant malgré certaines limites.....	25
A) Des résultats majoritairement encourageants du Défi Alimentation Positive.....	25
1. Des inscriptions à la baisse.....	25
2. ...Mais des objectifs atteints.....	28
3. Une motivation et des engagements qui fluctuent.....	31
B) Une intégration globale du Pôle Territorial à toutes les échelles.....	34
1. Avantages et retombées positives de l'implication dans les décisions territoriales	36
2. Limitations et contraintes dans l'application des initiatives.....	37
III. Un bilan prometteur.....	39
A) Le Défi Alimentation Positive : une action impactante d'où en découle un stage enrichissant.....	39
1. Une action efficace.....	39
2. Un stage formateur.....	40
Une diversité d'activités réalisées.....	41
Un bilan positif.....	44
B) Benchmark des initiatives alimentaires.....	44
1. Des actions diversifiées et intéressantes.....	44
2. ...Où la gouvernance joue un rôle prépondérant.....	45
C) Orientations stratégiques pour l'après-Défi Alimentation Positive.....	46
1. Identification des acteurs clés à mobiliser pour soutenir les initiatives futures.....	46
2. Propositions de financements et de ressources pour assurer la pérennité des actions.....	47

3. Recommandations pour l'amélioration des programmes en faveur de l'alimentation durable.....	47
Conclusion.....	50
Références bibliographiques.....	53
Sitographie.....	55
Table des figures.....	57
Table des photographies.....	59
Annexes.....	61

Sigles et acronymes

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

ADRET : Master Alimentation Durable et REsilience Territoriale

CdC : Communauté de Communes

CE2M : Coeur Entre-deux-Mers

CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale

CIVAM : Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

COFIL : COmité de PILotage

CS : Comité Syndical

COTECH : COmité TECHnique

DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

FAAP : Défi Foyers À Alimentation Positive

LEADER : Liaison Entre Action du Développement de l'Économie Rurale

PAT : Programme Alimentaire Territorial

PCAET : Plan Climat-Air-Énergie Territorial

PETR : Pôle d'Équilibre Territorial et Rural

PNA : Programme National pour l'Alimentation

SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural

SEMOCTOM : Syndicat Mixte de l'Environnement pour la Collecte et le Traitement des
Ordures Ménagères

SSA : Sécurité Sociale de l'Alimentation

Introduction

En 2018, un diagnostic réalisé sur le territoire du Cœur Entre-deux-Mers a révélé une autonomie alimentaire de seulement 21 jours¹. Cette situation critique met en lumière les défis liés à la sécurité alimentaire et à la durabilité dans ce territoire, soulignant la nécessité de repenser les politiques alimentaires locales.

L'alimentation, autrefois principalement locale, est désormais dominée par l'industrie et les systèmes de distribution. Comme le souligne Geoconfluences, « une partie croissante de l'alimentation de l'humanité est désormais le produit de l'industrie, commercialisé par des systèmes de distribution. La distance moyenne parcourue par les produits s'est considérablement allongée en un siècle, avec l'amélioration des moyens de conservation et de transport. »². Ce constat met en évidence la dépendance croissante des consommateurs et des producteurs à un petit nombre d'intermédiaires situés hors du territoire contrôlant la transformation et la distribution des aliments. Le concept de durabilité, introduit par le rapport Brundtland en 1987, se définit comme un « mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »³. Cette définition s'applique directement à l'alimentation durable, qui vise à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en minimisant l'impact environnemental. Ainsi, pour comprendre comment aborder ces défis, il est crucial d'examiner les structures administratives et les initiatives locales qui jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de politiques alimentaires durables. En ce qui concerne les territoires ruraux, « on assiste cependant aujourd'hui à un engagement croissant des territoires ruraux dans la construction de politiques alimentaires, notamment à travers des projets alimentaires territoriaux (PAT) portés majoritairement par des territoires de projet » (Néel et al., 2023). Les Pôles d'Équilibre Territoriaux et Ruraux (PETR) facilitent alors les projets alimentaires territoriaux, favorisant les circuits courts et l'accès à une alimentation locale et durable.

Le PETR est une structure administrative française créée en septembre 2000, dans le cadre de la loi LOADDT (Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire), pour renforcer la coopération intercommunale et favoriser le développement local. Il regroupe plusieurs communautés de communes et vise à coordonner les politiques publiques en matière de développement économique, social et environnemental sur un territoire donné. En tant que facilitateur, le PETR agit entre les différents acteurs locaux, qu'ils soient institutionnels, économiques ou associatifs, pour mettre en œuvre des projets. L'une des initiatives importantes soutenues par le PETR est le Projet, ou Programme, Alimentaire Territorial (PAT), qui se concentre sur le développement d'une alimentation locale, durable et accessible. Les PAT, inscrits dans la loi en 2014 par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, promeuvent les circuits courts, soutiennent l'agriculture locale, améliorent l'accès à une alimentation saine et sensibilisent aux enjeux environnementaux. Ils impliquent divers acteurs, dont les agriculteurs, les collectivités locales, les associations et les consommateurs, travaillant

¹ D'après le diagnostic réalisé en 2018 « En route vers un Projet Alimentaire Territorial du Cœur Entre-deux-Mers » <https://www.coeurentre2mers.com/sites/default/files/2023-06/panorama.pdf>

² D'après la définition d'alimentation de Geoconfluences <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/alimentation>

³ D'après la définition du développement durable de Geoconfluences <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/developpement-durable>

ensemble pour construire un système alimentaire plus résilient et équitable. La mise en œuvre de ces initiatives nécessite une compréhension approfondie des particularités locales.

Le Cœur Entre-deux-Mers est une région située en Gironde, enclavée entre la Garonne et la Dordogne (cf. figure 1), connue principalement pour sa production viticole. Ce territoire se distingue par son patrimoine culturel et paysager riche. La majorité des terres agricoles est dédiée à la viticulture, ce qui représente à la fois une richesse et un défi pour diversifier les pratiques agricoles. Le PAT du Cœur Entre-deux-Mers, reconnu en août 2020 par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation⁴, a mis en œuvre plusieurs actions pour sensibiliser la population à l'alimentation durable. Parmi ces initiatives, le Défi Alimentation Positive, dont la première édition a eu lieu en 2021-2022, se distingue par son approche participative, encourageant les habitants à adopter des pratiques alimentaires plus responsables. Afin de comprendre l'impact de ces initiatives et d'identifier les opportunités d'amélioration, il est essentiel de s'engager directement avec les acteurs locaux et les participants à ces programmes.

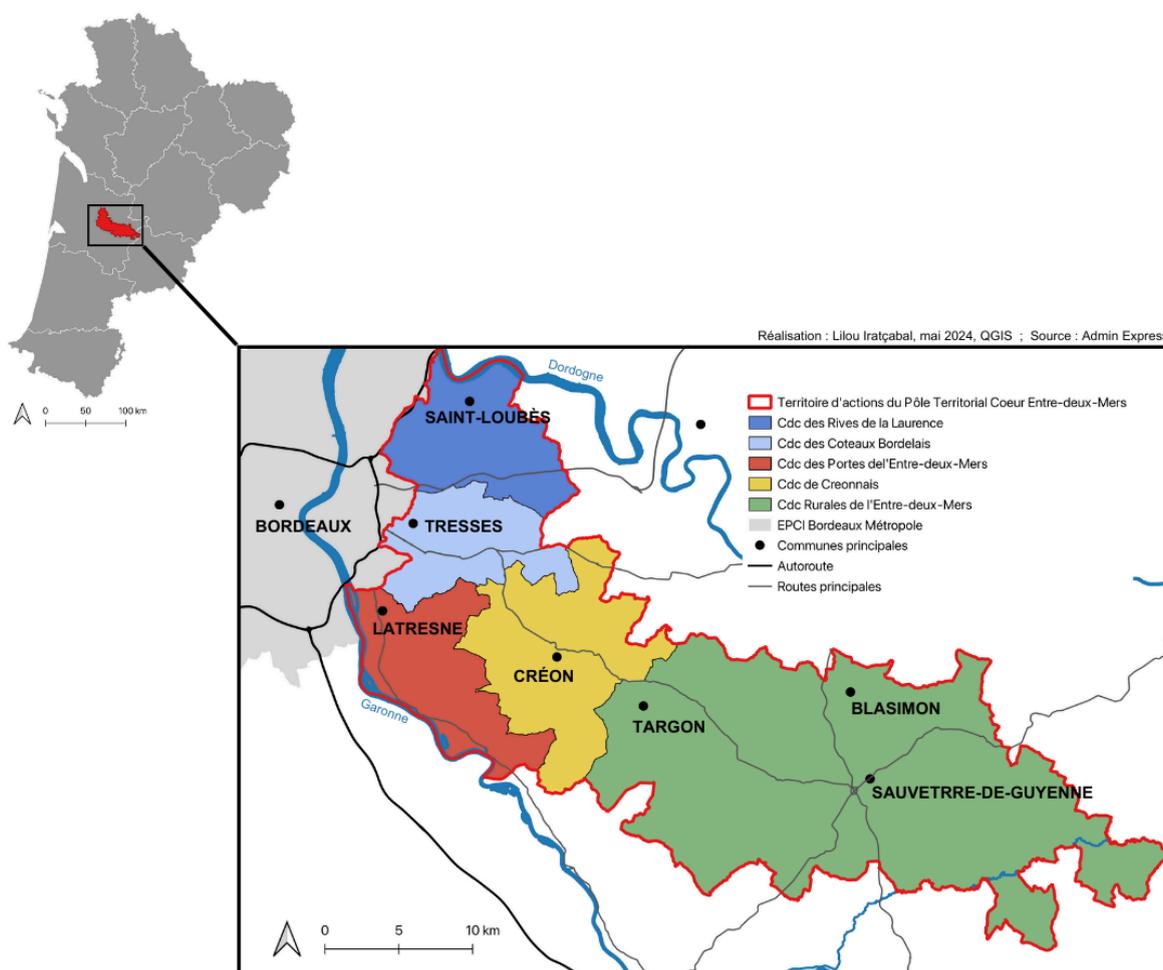


Figure 1 : La pluralité d'acteurs, une difficulté majeure du PETR Cœur Entre-deux-Mers

⁴ D'après la charte de partenariat « Ensemble pour un Projet Alimentaire Territorial du Cœur Entre-deux-Mers, semer le présent pour cultiver l'avenir »
https://www.coeurentre2mers.com/sites/default/files/2023-06/pat_charte_de_partenariat_2021-_vf.pdf

Dans le cadre de mon stage de master 1 au Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers, j'ai eu l'opportunité de co-organiser la troisième édition du Défi Alimentation Positive, une initiative clé du PAT. Ce stage m'a permis de mener une étude en profondeur, en analysant les dynamiques alimentaires du territoire et en engageant les acteurs locaux. Forte de ces observations et expériences, une question fondamentale émerge :

Comment les collectivités peuvent-elles concevoir et mettre en œuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable afin de promouvoir des habitudes durables sur le territoire ? Quels acteurs sont impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques de sensibilisation à une alimentation responsable ? Quelle est la pertinence des différentes échelles d'action (municipale, intercommunale, PETR) dans la promotion d'une alimentation responsable ? Quels moyens peuvent être mobilisés par les collectivités ? Quelles animations territoriales peuvent être développées ? Quelles sont les limites et les obstacles rencontrés par les collectivités dans la promotion d'une alimentation responsable ?

Pour répondre à ces problématiques, nous verrons dans un premier temps la stratégie volontaire de sensibilisation à l'alimentation durable du PETR Cœur Entre-deux-Mers à travers notamment le Défi Alimentation Positive. Par la suite, nous aborderons la performance du Pôle Territorial et les résultats des actions menées malgré les limites qu'il peut rencontrer. Pour finir, dans la troisième partie nous ferons le bilan des actions d'ici et d'ailleurs et analyserons leurs potentialités d'évolutions.

Pour mener à bien cette étude, j'ai effectué des entretiens avec divers acteurs du territoire, notamment des élus du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers, des élu(e)s des communautés de communes, des élu(e)s des communes, des chargé(e)s de mission du territoire, ainsi que des chargé(e)s de mission PAT et coordinateur(trice)s de démarches alimentaires sur d'autres territoires. J'ai également diffusé des questionnaires aux participants du Défi Alimentation Positive de 2022, 2023 et de cette année pour recueillir leurs retours, avis et habitudes alimentaires post-Défi. Ces interactions et analyses fournissent une base solide pour explorer comment les collectivités peuvent concevoir et mettre en œuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable afin de promouvoir des habitudes durables sur le territoire.

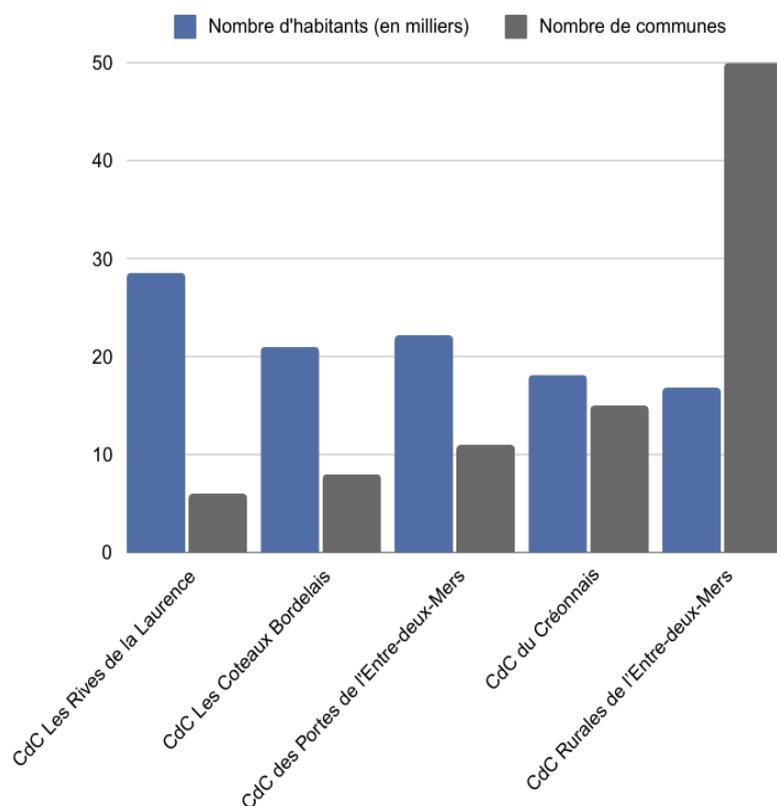
I. La stratégie volontaire de sensibilisation à l'alimentation durable du Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers

Comment les collectivités peuvent-elles formuler et implémenter des politiques visant à promouvoir une alimentation responsable, et comment ces mesures peuvent-elles encourager des pratiques alimentaires durables sur leur territoire ? Nous analyserons la dynamique du PAT du Coeur Entre-deux-Mers, en nous concentrant sur les échelons de décision et les actions concrètes mises en place par le Pôle Territorial. À travers cette analyse, nous mettrons en lumière le Défi Alimentation Positive et les mécanismes de gouvernance qui soutiennent ces initiatives et les comparerons avec d'autres contextes territoriaux pour identifier les obstacles, les défis et les bonnes pratiques. Cette approche nous permettra de mieux comprendre les leviers et les stratégies efficaces pour promouvoir une alimentation durable à l'échelle locale.

A) Malgré des difficultés spatiales, une démarche digne d'intérêt

1. Une gouvernance territoriale rencontrant des difficultés

Situé entre la Garonne et la Dordogne, à l'est de la métropole bordelaise, le territoire du Coeur Entre-deux-Mers présente une diversité géographique et démographique notable. Il s'étend sur une superficie de 800,3 km².



Le PETR CE2M couvre un territoire comprenant 90 communes regroupées en 5 communautés de communes (CdC). Le découpage des CdC basé sur le nombre d'habitants plutôt que sur le nombre de communes révèle des disparités significatives. Une analyse critique de cette répartition montre que, à mesure que l'on s'éloigne vers l'est, les CdC deviennent de moins en moins peuplées, bien que le nombre de communes augmente. Cette situation entraîne plusieurs défis et questionnements.

Figure 2 : Une répartition inégale des communes parmi les 5 CdC

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : INSEE RGP 2023

Tout d'abord, une CdC comme celle Rurales de l'Entre-deux-Mers, avec ses 50 communes et seulement 16 820 habitants, contraste fortement avec une CdC comme Les Rives de la Laurence, qui regroupe 6 communes pour 28 551 habitants. Cette disparité indique que les CdC moins peuplées doivent gérer un plus grand nombre de communes, ce qui peut compliquer la coordination et l'administration. Plus de communes impliquent souvent une plus grande diversité de besoins et de priorités locales, rendant la gouvernance plus complexe et potentiellement moins efficace. « Les effets de densité et de distance en milieu rural ont particulièrement été mis en évidence : difficultés logistiques, de mobilité et de structuration des acteurs accrues, moindre concurrence, poids de l'interconnaissance », comme soulève C. Néel, C. Perrin et C.T. Soulard (2023). Mon stage au PETR CE2M m'a permis d'observer ces défis de près, notamment en matière de gouvernance et de mise en œuvre des actions liées à l'alimentation durable. L'expérience m'a également permis de me rendre compte des difficultés spécifiques rencontrées par les petites communes dans la gestion des projets communautaires.

Ensuite, les CdC plus petites en termes de population, mais avec un grand nombre de communes, peuvent faire face à des défis économiques. Les ressources financières disponibles, souvent basées sur la population, sont plus limitées. Cela peut réduire la capacité de ces CdC à fournir des services de qualité et à investir dans des projets de développement local. Par exemple, la CdC Rurales de l'Entre-deux-Mers a décidé que les routes qualifiées sans intérêt communal seront désormais sous la responsabilité des communes. Le budget des communes est donc davantage divisé et diminue pour d'autres projets de développement local, tels qu'en lien avec l'alimentation et l'agriculture. De même, dans une petite commune de cette même CdC, un projet d'arbres fruitiers en bord de chemins ruraux n'a pu recevoir de financement ni d'aide extérieure car le projet était trop petit. La commune a donc dû financer elle-même ce projet. La disparité des ressources peut également exacerber les inégalités entre les communes au sein de la même CdC.

De plus, la gestion de territoires plus vastes avec une faible densité de population implique des coûts logistiques et opérationnels plus élevés. Par exemple, la maintenance des infrastructures, la fourniture des services publics, et l'organisation d'événements communautaires nécessitent des déplacements plus longs et plus fréquents, augmentant les dépenses et le temps nécessaire à la coordination. Lors de mon stage, j'ai pu constater ces coûts et les défis qu'ils représentent pour la mise en œuvre des programmes durables. J'ai également eu l'opportunité de rencontrer une pluralité d'acteurs locaux et de me déplacer à travers le territoire, ce qui m'a permis de mieux comprendre les dynamiques locales. Cependant, cette pluralité rendait la communication et la diffusion de l'information particulièrement difficiles sans le soutien actif des communes.

Ce découpage soulève des questions sur la représentativité et l'équité. Les petites communes rurales, bien que nombreuses, peuvent avoir moins de poids politique par rapport aux communes plus grandes et plus peuplées au sein des CdC. Cela peut influencer les décisions prises au niveau communautaire, potentiellement au détriment des besoins spécifiques des petites communes.

Enfin, une réévaluation de ces critères pourrait être bénéfique pour assurer une répartition plus équilibrée des ressources et des responsabilités, améliorer l'efficacité de la gouvernance locale, et mieux répondre aux besoins diversifiés des territoires concernés. Ce découpage engendre des disparités au sein du territoire avec des difficultés à répartir de manière équitable les actions menées. Mon stage au PETR CE2M a été l'occasion

d'explorer ces aspects de manière approfondie et de contribuer à la réflexion sur des solutions possibles pour améliorer la gouvernance et l'efficacité des actions locales.

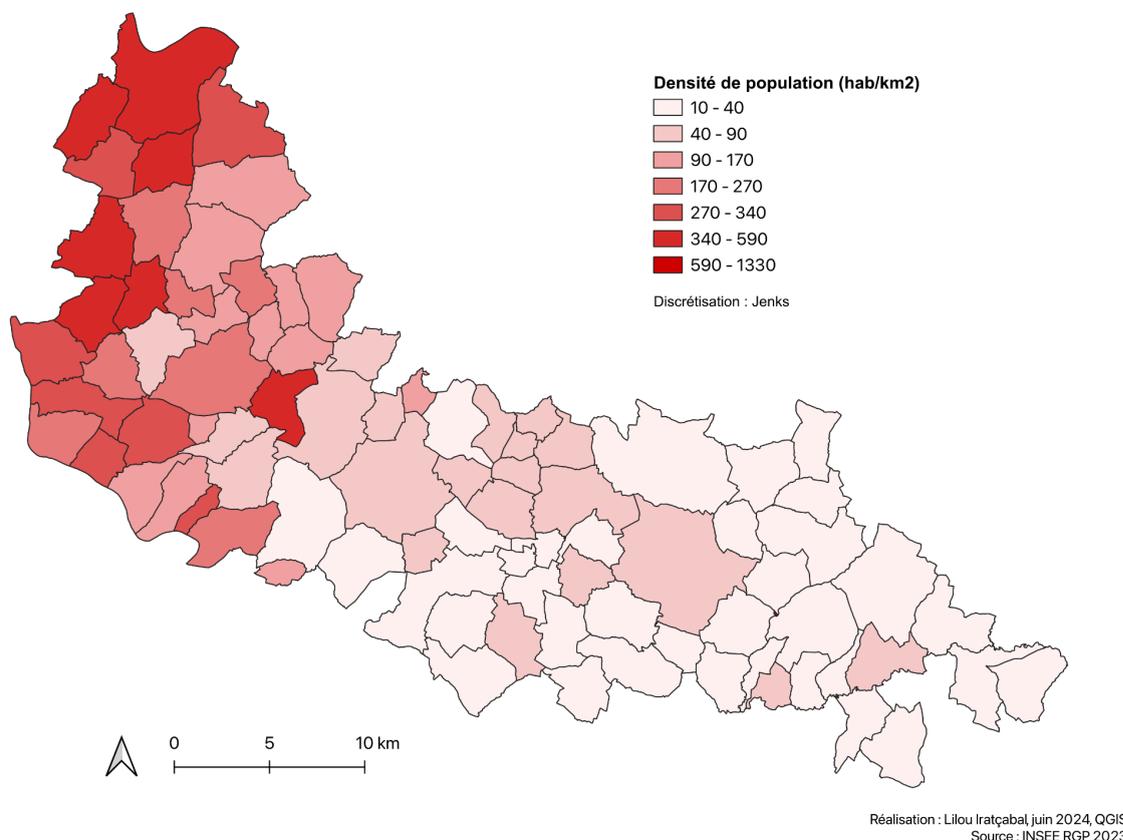


Figure 3 : L'attractivité de la métropole bordelaise, un phénomène de périurbanisation

Le territoire est péri-urbain à l'ouest, proche de la métropole, et rural à l'est. Parmi les 90 communes, 14 sont classées en densité intermédiaire. Le territoire abrite une population majoritairement rurale (49%)⁵ de 109 138 habitants (en 2024, INSEE). Cette densité plus élevée à l'ouest du territoire peut s'expliquer par la forte urbanisation de ces villes dites « dortoirs » qui, de par leur proximité à la métropole bordelaise, leurs loyers et coûts plus faibles ainsi que la proximité avec la nature, attirent les nouveaux arrivants. L'analyse de la densité de population influence directement les besoins et les stratégies de développement territorial, rendant la gouvernance du PETR cruciale pour assurer une gestion harmonieuse et efficace des ressources et des initiatives locales.

Le PETR CE2M, dirigé par des élus intercommunaux, représente un modèle de gouvernance territoriale participative. Le Bureau, composé d'un président et de cinq vice-présidents, et le Comité Syndical (CS) de 48 élus, structurent la prise de décision. Cette organisation permet d'assurer une représentation démocratique et une gouvernance inclusive, essentielle pour développer des politiques locales adaptées et efficaces, notamment dans le domaine de l'alimentation responsable.

Le processus décisionnel au sein du PETR implique une hiérarchie où les habitants votent pour les conseillers municipaux, qui à leur tour élisent les conseillers communautaires. Ces derniers votent pour les conseillers syndicaux. Chaque espace du PETR est géré par un

⁵ D'après le diagnostic territorial finalisé en décembre 2018 par le PETR CE2M

binôme technicien-élu (cf. Annexe 1), où les techniciens guident et conseillent tandis que les élus orientent et décident les projets. Cette structure garantit une prise de décision informée et consensuelle, essentielle pour la gouvernance locale efficace et la mise en œuvre de politiques alimentaires durables.

Le PETR CE2M a pour mission d'accompagner les acteurs locaux dans le développement du territoire, avec des objectifs spécifiques tels que : aider les agriculteurs à trouver du foncier, développer des productions locales et diversifier les cultures, ainsi qu'assister les collectivités dans la protection du foncier agricole, l'installation d'activités agricoles et la formation à l'alimentation bio et locale. Ces objectifs montrent comment les collectivités peuvent promouvoir des habitudes alimentaires durables en soutenant les producteurs locaux et en intégrant des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le PETR CE2M est divisé en cinq services principaux qui ont pour but de répondre aux besoins du territoire. Ma tutrice, Marine Hurtaud, et son élu référent, José Martin, s'occupent des questions en lien avec l'agriculture et l'alimentation. J'ai donc fait mon stage dans l'Espace Agri'Alim.

Service	Actions	Lien à mon sujet
Espace Droit des Sols	Gère les demandes d'urbanisme, assurant un développement territorial cohérent	Assure que les infrastructures et les initiatives locales respectent un cadre réglementaire harmonieux, contribuant à une meilleure organisation du territoire pour les projets alimentaires.
Espace Stratégies Territoriales	Développe et anime le projet de territoire Ambition 2030 et d'autres stratégies thématiques.	Planifie des initiatives à long terme qui intègrent des politiques alimentaires durables et locales, alignant le développement territorial avec les objectifs du Défi Alimentation Positive.
Espace Coopérations & Financements	Capte des fonds publics pour financer des projets publics ou privés.	Obtient des financements pour soutenir des initiatives alimentaires locales, facilitant la mise en œuvre de projets visant à améliorer la consommation responsable.
Espace Info Entreprendre	Soutient les entrepreneurs dans leur développement.	Aide les entrepreneurs locaux, y compris ceux dans le secteur alimentaire, à développer des projets qui promeuvent des pratiques alimentaires durables.
Espace Agri'Alim	Accompagne les collectivités locales dans leurs projets agricoles et alimentaires, aidant à relocaliser et valoriser la production agricole locale.	Supporte les initiatives alimentaires locales, encourageant la consommation de produits locaux et bio, et renforçant l'impact du Défi Alimentation Positive sur le territoire.

Figure 4 : Une diversité d'actions au service du développement local

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Le financement du PETER provient des communautés de communes, de subventions départementales, régionales et nationales, ainsi que de fonds européens. Cette pluralité de financeurs, bien que bénéfique pour la diversification des ressources, peut également entraîner une complexité dans la coordination et la gestion des fonds. Ce financement soutient l'ingénierie nécessaire pour les projets de développement économique, agricole et alimentaire. Toutefois, la dépendance à de multiples sources de financement peut poser des défis en termes de continuité et de stabilité financière. Néanmoins, les fonds permettent de mettre en place des initiatives locales efficaces.

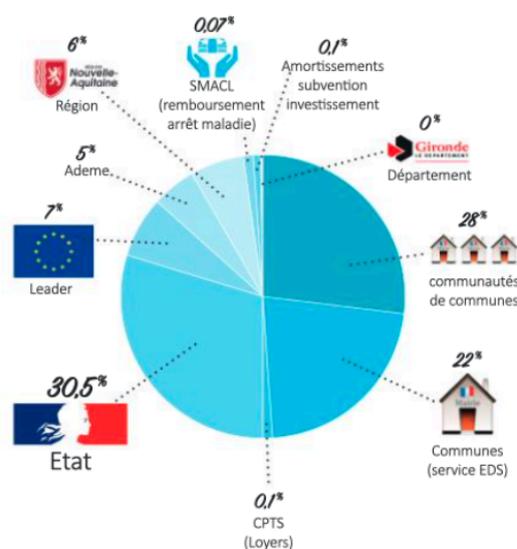


Figure 5 : Une pluralité de financeurs

Source : Rapport d'activité 2023, PETER Coeur Entre-deux-Mers

La stratégie de développement du territoire Coeur-Entre-Deux-Mers

La Région Nouvelle-Aquitaine, via des politiques contractuelles territoriales, soutient les initiatives locales pour renforcer l'attractivité et la résilience des territoires⁶. Les cadres stratégiques, tels que le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et la feuille de route Néo Terra, orientent cette stratégie. Ces politiques visent à répondre aux défis climatiques, environnementaux et sociaux, tout en favorisant les projets de transition, incluant des initiatives pour une alimentation responsable.

La stratégie et l'organisation du PETER Coeur Entre-deux-Mers montrent comment les collectivités peuvent concevoir et mettre en œuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable. Une gouvernance structurée, des objectifs clairs et des financements adaptés sont essentiels pour promouvoir des habitudes alimentaires durables. Ce préambule illustre l'importance de la coopération entre les acteurs locaux et les institutions régionales pour répondre efficacement aux défis contemporains et développer des politiques alimentaires durables sur le territoire.

2. Une démarche utile : le Programme Alimentaire Territorial Coeur Entre-deux-Mers

Les élus locaux ont exprimé dès 2015 leur volonté de soutenir et de développer l'agriculture locale, dans un souci de renforcer l'économie régionale, de préserver les paysages et la biodiversité, et de garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous.

⁶ D'après le contrat de développement et de transitions 2023-2025 du Coeur Entre-deux-Mers <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/documents-strategiques/la-strategie-de-developpement-du-territoire-coeur-entre-deux-mers>

Cette orientation stratégique est formalisée à travers la stratégie globale du Pôle Territorial « Ambition 2020 » puis « Ambition 2030 ».

Pour aller plus loin, les élus du PETR se sont positionnés sur une démarche alimentaire de type PAT, qui commençait à émerger un peu partout en France. Pour ce faire deux étapes cruciales devaient être mises en place : la constitution d'une gouvernance partagée type Comité de Pilotage (COFIL) (cf. Annexe 2) et la réalisation d'un diagnostic (cf. Annexe 3) partagé avec l'ensemble de ces acteurs.

C'est ainsi qu'en 2018, les services du PETR CE2M ont lancé une grande étude sur les pratiques agricoles et les habitudes de consommation sur l'ensemble du territoire. Cette première phase a été la pièce angulaire du PAT, qui est aujourd'hui toujours alimentée par les différentes études menées par le Pôle.

Le territoire du Pôle, s'étendant sur plus de 800 km², a historiquement forgé son identité autour de la viticulture, représentant ainsi 61 %⁷ de sa Surface Agricole Utile (SAU), tandis que le maraîchage ne compte que pour 2 % en 2023. Cependant, une tendance à l'artificialisation des sols, surpassant la moyenne nationale entre 2009 et 2020 (2,2 % contre 1,1 %), est observée, posant ainsi un défi pour la préservation des terres agricoles. De plus, avec un âge moyen des producteurs alimentaires de 54 ans, la question de la transmission des exploitations se pose, avec un horizon temporel d'environ une dizaine d'années. La filière viticole, pilier de l'économie locale, est confrontée à une crise économique majeure, laissant des répercussions palpables sur le territoire. Sur le plan de la conduite des exploitations de maraîchage, 20 % des agriculteurs du territoire ont adopté des pratiques d'agriculture biologique en 2020, mais seulement 11 % de la surface agricole est déclarée dans ce mode de production. Malgré une préférence marquée pour les circuits courts et de proximité de commercialisation chez 80 % des producteurs alimentaires locaux, une grande partie de leur production (63 %) est écoulee en dehors du territoire, principalement vers la métropole. Cette situation laisse transparaître un faible niveau d'autonomie alimentaire (39 % CRATER 2023) et un nombre limité d'outils de transformation sur le territoire.

En parallèle des institutions d'accompagnement comme le Département, la Région, la Chambre d'Agriculture, et d'autres organismes, de nombreuses initiatives privées et associatives ont émergé sur le territoire, couvrant une vaste gamme de projets alimentaires et agricoles. Ainsi, le Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers s'est donc positionné en animateur du COFIL PAT, regroupant l'ensemble de ces acteurs. On parle donc d'une quarantaine de structures associées. Face aux différents constats du diagnostic, les membres du COFIL se sont mis d'accord sur 4 axes stratégiques qui orienteraient les actions du PAT :

- **le foncier et la production agricole alimentaire ;**
- **la performance économique et environnementale des exploitations ;**
- **la santé, l'éducation et l'accessibilité à une alimentation de qualité ;**
- **la coopération, la restauration collective et les gaspillages.**

Depuis 2020, le Comité de Pilotage du PAT a entériné des actions concrètes en matière d'alimentation, impliquant le Pôle Territorial et divers acteurs locaux dans la

⁷ Toutes les données chiffrées ont été obtenues grâce au diagnostic territorial finalisé en décembre 2018. Source : Dispositif de reconnaissance PAT Niveau 2 - Fiche de présentation du projet CE2M

résolution des enjeux identifiés. Ainsi, le Projet Alimentaire Territorial Cœur Entre-deux-Mers a été renommé en Programme Alimentaire Territorial, marquant ainsi le passage de la phase de projet à l'action concrète en 2021.

Notons que l'instance PAT permet de fixer les objectifs et les enjeux communs, mais que chacun des membres du PAT est libre de porter des actions en ce sens, seul ou en collectif. Le Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers est donc l'animateur de la démarche dans sa globalité mais également le porteur de nombreuses actions pour répondre aux enjeux identifiés, en tentant toujours d'associer le maximum de membres du COPIL et ainsi travailler les projets en collectif.

M. Monget, Président du PETR, décrit l'alimentation comme une nouvelle priorité pour le territoire du Cœur Entre-deux-Mers depuis une dizaine d'années. Les collectivités se concentrent désormais sur des enjeux alimentaires, avec un intérêt croissant pour la restauration collective, l'aide alimentaire sociale, et le rapprochement entre producteurs et consommateurs. Les élus locaux souhaitent adopter une approche proactive, avec le PAT jouant un rôle central.

M. Martin, Vice-président du PETR, souligne que le territoire fait face à un déficit de production alimentaire, ayant évolué d'une polyculture vers une monoculture viticole. Cela complique l'installation d'agriculteurs diversifiés et limite la variété agricole. Cependant, il y a une forte demande pour une agriculture alimentaire de qualité. Des efforts sont faits, notamment dans les écoles et les cantines, pour promouvoir une alimentation saine et durable conformément à la loi EGAlim. La situation alimentaire actuelle est un enjeu crucial, nécessitant une approche concertée et innovante pour garantir la sécurité alimentaire future du territoire.

Les thématiques dominantes du PAT du Cœur Entre-deux-Mers sont variées et reflètent une approche globale du système alimentaire local. Tout d'abord, la justice sociale est au cœur des préoccupations, avec une volonté de lutter contre la précarité alimentaire et d'assurer un accès équitable à une alimentation de qualité pour tous les habitants. Ensuite, une attention particulière est portée à l'environnement, avec des actions visant à réduire le gaspillage alimentaire et à minimiser l'impact écologique de la production et de la consommation alimentaire. Parallèlement, le volet éducatif est essentiel, avec des initiatives visant à sensibiliser la population aux enjeux de l'alimentation et à promouvoir des habitudes alimentaires saines et durables. De plus, le PAT permet la mise en valeur du riche patrimoine alimentaire local, en valorisant les produits et savoir-faire locaux. En ce qui concerne la restauration collective, le PAT encourage l'accompagnement des collectivités volontaires à améliorer leurs pratiques et à atteindre les objectifs fixés par la loi EGAlim, en favorisant notamment l'utilisation de produits locaux et de qualité dans les menus des cantines. Enfin, d'autres actions complémentaires sont menées, telles que la protection du foncier agricole et la structuration des filières alimentaires locales, contribuant ainsi à renforcer la durabilité et la résilience du système alimentaire territorial.

La reconnaissance nationale des PAT vise à valoriser les initiatives locales favorisant un système alimentaire durable. Les PAT doivent répondre à des enjeux tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Cette reconnaissance offre une visibilité accrue, facilite l'accès aux financements et aux dispositifs de soutien technique. Les PAT reconnus bénéficient d'un accompagnement de l'État et

doivent mettre en place une gouvernance locale pour coordonner leurs actions. En résumé, la reconnaissance nationale des PAT favorise la structuration des initiatives alimentaires locales et contribue à la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. En août 2020, le PAT Coeur Entre-deux-Mers a obtenu la reconnaissance nationale, marquant ainsi une étape importante dans la validation et la valorisation de son projet alimentaire territorial.



Figure 6 : Logo officiel PAT

3. État de l'art : liens entre PAT, gouvernance et alimentation durable

Dans le cadre de mon stage au sein du Cœur Entre-deux-Mers, il est essentiel de comprendre les dynamiques de gouvernance territoriale et les politiques alimentaires territoriales pour développer des initiatives durables et inclusives. Cet état de l'art s'appuie sur des travaux académiques récents qui explorent les approches innovantes, les défis spécifiques et les synergies potentielles entre la gouvernance territoriale et les PAT. En analysant ces recherches, nous pouvons mieux appréhender les mécanismes de pouvoir et d'influence, ce qui est crucial pour la mise en œuvre efficace des projets alimentaires dans notre territoire. Les connaissances acquises permettront d'optimiser les stratégies de développement local, de renforcer la participation des acteurs locaux et d'améliorer la résilience de notre système alimentaire.

Yves Lacoste (2014) met en lumière l'importance de différencier les niveaux de gouvernance pour une compréhension approfondie des dynamiques politiques et territoriales. Cette perspective est essentielle pour saisir les mécanismes de pouvoir et d'influence opérant à différents niveaux, pertinents pour mon travail sur la gouvernance alimentaire au PETR. Julien Dellier et ses collègues (2022) ont proposé un jeu sérieux pour analyser la gouvernance alimentaire territoriale, soulignant l'importance de la participation des acteurs locaux dans les décisions politiques alimentaires. De même, Pauline Bissardon et Manon Boulianne (2016) ont examiné la gouvernance alimentaire dans les collectivités canadiennes, révélant l'importance des acteurs locaux dans la gestion des politiques alimentaires, ce qui peut inspirer des pratiques pour le Cœur Entre-deux-Mers.

L'étude des PAT met en évidence le rôle crucial des initiatives locales dans la promotion d'une alimentation durable. Mayté Banzo, Nathalie Corade et Marie Lemarié-Boutry (2022) ont examiné trois PAT en Nouvelle-Aquitaine, soulignant les défis socio-économiques et environnementaux de leur mise en œuvre et comment « les initiatives alimentaires territorialisées, notamment à travers le dispositif de PAT, participent de l'évolution des formes de gouvernance des territoires » (Banzo et al. 2022). Claire Néel et ses collègues (2023) ont étudié les PAT en milieu rural, révélant l'importance des dynamiques territoriales et des ressources locales, un aspect pertinent pour le développement des PAT dans le Cœur Entre-deux-Mers. En outre, Grégory Epaud (2022) a montré le potentiel des coopératives habitantes de paysage pour mobiliser les acteurs locaux et favoriser des programmes alimentaires territoriaux inclusifs et durables, une approche que je pourrais adapter dans mon projet.

En somme, l'étude des PAT offre un aperçu des efforts déployés à l'échelle locale pour promouvoir une alimentation durable et de proximité. En explorant les défis, les spécificités et les dynamiques territoriales associées à ces projets, les chercheurs peuvent mieux comprendre les implications socio-économiques et environnementales de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

L'alimentation et la politique sont étroitement liées, comme en témoignent plusieurs études récentes. L'alimentation et les politiques alimentaires suscitent un intérêt croissant dans les débats contemporains. Dans un article paru dans la revue *Pour* en 2022, Lorine Azoulay, Mathieu Dalmais et Tanguy Martin critiquent vivement la Politique Agricole Commune (PAC) pour ses répercussions négatives sur l'environnement, la biodiversité et la population agricole en France. Ils soulignent que la PAC n'a jamais réellement visé la sécurité alimentaire, mais plutôt des objectifs économiques, comme l'exportation de denrées et la libération de main-d'œuvre pour l'industrie. Les auteurs plaident pour des politiques alimentaires démocratiques, où les citoyens orienteraient la production agricole pour garantir une alimentation de qualité accessible à tous, suggérant même la création d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) pour garantir ce droit.

Dans un ouvrage édité par Dominique Paturel en 2020, Clémentine Autain apporte un éclairage politique sur le droit à l'alimentation durable en démocratie. Elle souligne l'importance de placer ce droit au cœur des politiques publiques et met en lumière les défis liés à la gouvernance alimentaire territoriale dans la promotion de ce droit fondamental. Caroline Joigneau-Guesnon explore dans un article paru dans *Pour* en 2012 le rôle des Collectifs Pédagogiques d'Initiation à l'Environnement (CPIE) dans la promotion d'une alimentation durable des territoires (Joigneau-Guesnon, 2012). Elle met en évidence l'engagement des acteurs non étatiques dans cette promotion et souligne la nécessité d'une collaboration entre les différents niveaux de gouvernance pour atteindre cet objectif.

Ces travaux reflètent l'importance croissante accordée à la politique alimentaire dans la promotion de systèmes alimentaires durables et la nécessité d'une approche participative et inclusive pour relever les défis alimentaires contemporains. L'alimentation et la politique sont donc étroitement liées.

Les initiatives visant à promouvoir une alimentation positive et durable suscitent un intérêt grandissant. Dans un article publié dans la revue *Pour* en 2021, Marine Bré-Garnier explore l'appropriation d'un dispositif d'éducation à l'environnement à travers le « Défi Familles À Alimentation Positive (FAAP) » dans le quartier des Fontbarlettes à Valence, dans la Drôme (Bré-Garnier, 2021). L'article met en lumière les défis et les succès de cette initiative dans un contexte urbain sensible, soulignant son impact potentiel sur les pratiques alimentaires et environnementales des familles participantes.

Par ailleurs, Monique Poulot et François Legouy examinent dans un article paru dans *Pour* en 2023 les politiques publiques rurales à travers le prisme des « routes des paysages culturels alimentaires ». Ils analysent les enjeux politiques, économiques et patrimoniaux liés à ces routes, mettant en évidence leur rôle dans la valorisation des territoires ruraux et la promotion d'une alimentation locale et durable.

Manon Delbello, dans un article publié dans la revue *Sesame* en 2019, aborde également la question de l'alimentation positive à travers le prisme du défi et des faits (Delbello, 2019). L'article explore les défis rencontrés par les individus et les collectivités dans leur transition vers des modes de consommation alimentaire plus durables, mettant en lumière les obstacles à surmonter et les opportunités à saisir. Ces initiatives reflètent l'engagement

croissant des acteurs locaux et des communautés dans la promotion d'une alimentation positive et durable, ainsi que la diversité des approches et des contextes dans lesquels ces initiatives sont mises en œuvre.

L'interaction entre la gouvernance territoriale, les PAT et les initiatives participatives peut créer des synergies bénéfiques qui renforcent chacune de ces composantes. Les recherches récentes ont souligné le rôle crucial de la gouvernance territoriale dans le succès des politiques alimentaires au niveau des intercommunalités. Ces études mettent en évidence que les intercommunalités qui bénéficient d'une gouvernance territoriale solide sont mieux placées pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives alimentaires durables, telles que les PAT.

D'autre part, des travaux récents explorent la manière dont des outils innovants comme les défis peuvent contribuer à analyser et à accompagner la gouvernance alimentaire territoriale. Ces recherches mettent en évidence comment ces outils peuvent faciliter la collaboration entre les acteurs locaux, favorisant ainsi la mise en œuvre efficace des PAT et renforçant l'engagement des parties prenantes dans le processus décisionnel.

Ces interactions et synergies entre la gouvernance territoriale, les PAT et les initiatives participatives sont cruciales pour dynamiser les territoires et favoriser une alimentation durable. En combinant les efforts et les ressources des acteurs locaux, ces approches intégrées peuvent contribuer à créer des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs, en ligne avec les objectifs de développement durable.

B) Le Défi Alimentation Positive, une action concrète du PETR CE2M

1. Une action récente

Le défi des Foyers à Alimentation Positive, autrefois appelé Défis Familles à Alimentation Positive, est né de l'initiative des Familles à Énergie Positive (FAEP), inspirée par le réseau des agriculteurs et agricultrices bio affilié à la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB). Pour être lancé sur un territoire, ce défi requiert l'implication d'un groupement d'agriculteurs bio (GAB) ou d'une maison de la Bio (MAB) membre de la FNAB. Son objectif principal est de montrer de manière conviviale qu'il est possible d'adopter une alimentation savoureuse, bio et locale sans augmenter son budget alimentaire. Depuis sa première édition à Lyon en 2012-2013, soutenue par la Région Rhône-Alpes et la Ville de Lyon, ce défi a été étendu à de nombreux territoires en France.

Le principe est simple : des équipes composées de foyers se rassemblent pour augmenter leur consommation de produits bio locaux sans dépasser leur budget. Ce défi gratuit propose diverses activités, comme des visites de ferme, des échanges avec des professionnels de la nutrition, des cours de cuisine, du jardinage et des conseils anti-gaspillage.

Depuis 2012, plus de 2000 foyers ont participé aux Défis Alimentation Positive, entraînant une hausse notable des achats de produits bio locaux avec une augmentation moyenne minimale du budget alimentaire.

Ce défi s'adresse à un large public et implique différentes étapes, du recrutement des structures relais au rassemblement des foyers participants lors de la soirée de lancement.

Les temps forts comprennent des soirées d'échange, des cours de cuisine, des visites de fermes et des ateliers sur le jardinage et l'anti-gaspillage.

Les familles bénéficient d'un accompagnement gratuit vers une alimentation responsable et ont également l'occasion de rencontrer d'autres familles, de s'informer sur l'agriculture biologique et de partager des recettes. En outre, elles peuvent visiter des fermes, rencontrer des agriculteurs locaux et vivre une expérience enrichissante en groupe.

En 2019, Agrobio Gironde a présenté les Défis au PETR, dont l'idée a été retenue par les élus, puis présentée aux acteurs du territoire. En 2020, la phase de préparation a inclus la mobilisation des partenaires, la proposition de l'action en COPIL PAT pour validation, et le travail sur le budget et le financement. En 2021, le budget et le dossier LEADER ont été soumis, avec les dépenses proposées au Comité Syndical pour vote et le passage devant le Comité de Programmation LEADER. La même année, un travail de co-construction a eu lieu avec tous les partenaires pour définir les types d'ateliers et les modalités de recrutement. Par la suite, des appels d'offres ont été diffusés pour le recrutement des prestataires, suivi de leur sélection. Finalement, le Défi a été lancé en octobre 2021.

La mise en place des Défis Alimentation Positive dans le Coeur Entre-deux-Mers a engendré des résultats tangibles et des impacts significatifs. Au cours de trois éditions successives, un nombre modeste de foyers ont participé activement à cette initiative. Par exemple, l'édition 2021-2022 a rassemblé 50 foyers sur un territoire composé de 5 CdC, tandis que l'édition suivante en 2023 a réuni 40 foyers dans un territoire de 2 CdC, et l'édition 2024 a impliqué 27 foyers sur la même échelle de territoire. Ces défis ont été accompagnés d'ateliers variés, notamment des ateliers de cuisine axés sur la nutrition, la cuisine végétarienne et la réduction du gaspillage alimentaire, des ateliers de jardinage combinant activités pratiques et théorie, des ateliers de sensibilisation abordant des thèmes tels que la nutrition, la santé et l'environnement, ainsi que des visites de fermes. Pour évaluer les progrès réalisés par équipe, la consommation alimentaire est calculée au début et à la fin du défi. Bien que ces initiatives soient ouvertes à tous les foyers, qu'ils soient composés de familles avec ou sans enfants, plusieurs défis ont été rencontrés, notamment la difficulté à mobiliser le grand public sur une période prolongée, ce qui a conduit à une réduction de la durée du défi de 6 à 4 mois. De plus, la taille étendue du territoire a rendu difficile la création de liens entre les foyers, nécessitant ainsi une réduction du nombre de CdC impliquées. En outre, l'organisation d'activités adaptées au grand public, principalement pendant les week-ends, et spécialement conçues pour les familles avec enfants, est devenue une priorité. Enfin, toucher un public en situation de grande précarité s'est révélé être une problématique complexe, nécessitant une approche adaptée et spécifique.

2. Des soutiens financiers indispensables

L'opération du défi, éligible au financement du Programme National pour l'Alimentation (PNA), reçoit un soutien pour 2024. Le financement de ces actions permet de réduire le reste à charge pour le PETR, en facilitant la mise en œuvre du Défi Alimentation Positive. Ces initiatives visent à promouvoir une alimentation durable et locale, tout en soutenant les acteurs locaux et en améliorant la qualité de vie dans la région.

Les actions du PAT sont financées par différents moyens. Tout d'abord, il y a les appels à projets lancés par des organismes tels que l'État, l'ADEME, le PNA, et France Relance. Ensuite, il y a les subventions provenant de diverses sources telles que l'Europe (via LEADER), la Région, le Département, ainsi que d'autres co-financements qui complètent le financement global des initiatives du PAT.



Figure 7 : Des financements multiscales pour une action à petite échelle

Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

3. Une diversification des actions menées pour sensibiliser à différentes échelles

Les actions du PETR au sein du PAT sont diverses et visent plusieurs objectifs. Tout d'abord, en ce qui concerne le foncier et la production agricole alimentaire, les membres du PAT visent à favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs et de nouvelles productions tout en protégeant le foncier agricole et en le rendant disponible. Cela passe notamment par la mise en place d'un Observatoire du Foncier Agricole et la réalisation d'un panorama de l'agriculture sur le territoire. Ensuite, concernant la performance économique et environnementale des exploitations, les membres du PAT s'engagent à augmenter la marge économique des exploitations alimentaires, à promouvoir les produits et les agriculteurs locaux, et à contribuer au développement de la performance environnementale des exploitations. Pour cela, il prévoit un accompagnement des exploitations via LEADER et des actions à développer en partenariat avec des organismes tels qu'Agrobio Gironde, la Chambre d'Agriculture et le CIVAM. La Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale (cf. *photographies 1-2, p.20*) fait partie des initiatives nouvelles en termes de promotion et de valorisation des acteurs locaux sur le territoire du Coeur Entre-deux-Mers mais aussi sur les territoires voisins, qui se sont annexés à cette action. En ce qui concerne la santé, l'éducation et l'accessibilité alimentaire, les membres du PAT visent à garantir l'accessibilité de tous à une alimentation de qualité, à améliorer la santé de tous par l'équilibre alimentaire, et à accompagner les démarches innovantes citoyennes de production, autres que le Défi Alimentation Positive. Pour cela, il propose des actions telles que la mise en réseau des Jardins Collectifs et des Ciné-débats. Enfin, en ce qui concerne la restauration collective et les gaspillages, les membres du PAT s'engagent à accompagner la restauration collective publique et privée dans le changement de pratiques, à prévenir et à agir sur les gaspillages agricoles et alimentaires. Cela implique d'éduquer et d'accompagner les convives, de lutter contre le gaspillage alimentaire et de réaliser la gestion des déchets, de former et de mettre en réseau les agents, ainsi que de s'approvisionner en produits locaux et de qualité.



Photographie 2 : Rencontre avec l'ESAT du Puch lors de la Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale en Entre-deux-Mers en 2023. Prise le 18/06/23 par Marine Hurtaud au jardin partagé Victor Hugo (Sauveterre-de-Guyenne, Gironde).



Photographie 3 : De gauche à droite, Marine Hurtaud, coordinatrice de l'Espace Agri'Alim du PETR CE2M, Alain Monget, Président du PETR CE2M, Pascal Rauzy, conseiller municipal à Créon, le vainqueur du panier garni offert par le PETR CE2M. Lancement de l'édition 2024 de la Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale en Entre-deux-Mers au marché de Sadirac. Photo prise le 07/06/24 par Rosmina Kenihero Feruzi sous la halle André Lapaillerie (Sadirac, Gironde).

Du côté de la transition, le PETR organise également des conférences pour les citoyens afin de mettre en lien les actions du PAT avec le COT (Contrat d'Objectifs Territorial). En résultat, cinq réunions grand public ont été animées par The Shift Project

sous forme de conférences-débats autour des enjeux environnementaux, avec notamment un focus sur les problématiques agricoles et alimentaires. Cependant, une difficulté rencontrée a été la mobilisation d'un public novice sur des événements de ce type.

C) La gouvernance, un élément central au bon fonctionnement d'un PAT

1. Obstacles et défis insurmontables dans la gouvernance d'un PAT

Après avoir entretenu un chargé de mission d'un PAT de la Région, j'ai pu comprendre en quoi la gouvernance peut être un frein à la mise en place d'actions. La situation de gouvernance au sein d'un PAT de la région semble être un défi majeur. Initialement, le COPIL fonctionnait en interne avec le soutien financier de la DRAAF, bien que le PAT n'ait pas été sélectionné comme lauréat du Programme National de l'Alimentation. Après une période de deux ans sans réunion, le premier COPIL a été organisé en décembre 2023, mais cette réunion s'est avérée être peu productive, marquée par un manque de décisions concrètes et de votes significatifs.

La nécessité de revitaliser les dynamiques du PAT a été abordée lors d'une rencontre avec d'autres PAT. Cette démarche a abouti à la potentielle tenue d'une deuxième édition, impliquant la mise en place d'un temps commun de réunions de tous les acteurs concernés. Cependant, il semble exister un problème fondamental lié à la vision collective du projet. Bien qu'un élu semble être motivé, il éprouve des difficultés à mobiliser les acteurs autour d'une démarche collective. Ce constat ne saurait être uniquement imputé à cet élu, mais plutôt à une lacune dans la mise en œuvre d'une véritable dynamique de projet collaboratif.

En outre, des problèmes relationnels avec des acteurs extérieurs semblent complexifier la situation. De plus, il semblerait qu'il y ait une préférence pour des projets à court terme, esthétiquement attractifs, dans le but de démontrer des progrès visibles rapidement. Cela s'accompagne de difficultés budgétaires, avec des dépenses difficiles à justifier et une impression que chaque acteur a ses propres priorités, ce qui peut entraîner des tensions au sein du groupe.

Enfin, bien que la gouvernance soit théoriquement bien définie, elle semble ne pas être mise en œuvre dans la pratique. Cette situation soulève des interrogations quant à la capacité du PAT à fonctionner de manière collaborative et à atteindre ses objectifs. Il apparaît donc nécessaire d'entreprendre une révision approfondie du mode de fonctionnement et de la gouvernance du PAT afin de surmonter ces défis et de redynamiser efficacement les actions entreprises.

2. Bonnes pratiques et réussites en matière de gouvernance territoriale

Dans un contexte contrastant avec les difficultés rencontrées dans d'autres instances de gouvernance, j'ai pu m'entretenir avec Laura Boudier, coordinatrice de la démarche

alimentaire de Haute Gironde. Le modèle adopté par le COTECH et le COPIL se distingue par sa simplicité et son efficacité. Avec une chargée de mission dédiée par CdC et une coordination assurée par Laura, le système fonctionne sans heurts majeurs. Chaque CdC dispose d'un référent, également chargé de mission du PAT, bien que non à temps plein, assurant ainsi une présence régulière sur le terrain.

La clarté de cette structure simplifiée facilite la communication et la coordination entre les différents acteurs impliqués. Les décisions sont prises de manière collaborative lors des réunions du COPIL, où les chargées de mission et les élus travaillent main dans la main pour définir les orientations stratégiques et les actions à entreprendre. Cette harmonie entre les membres de l'équipe contribue à maintenir un niveau élevé d'engagement et de cohésion dans la réalisation des objectifs du PAT.

En outre, l'absence de freins significatifs dans ce modèle témoigne de son efficacité opérationnelle. Les processus décisionnels sont fluides, et les actions sont menées à bien sans entraves majeures. Cette convergence d'efforts et de vision permet de maintenir un lien fort entre les différentes entités territoriales, renforçant ainsi la collaboration et la synergie au sein du PAT.

Dans l'ensemble, cette gouvernance offre une base solide pour la mise en œuvre efficace des actions du PAT. Elle illustre la valeur d'une approche simple et concertée dans la réalisation des objectifs communs, tout en soulignant l'importance d'une communication ouverte et d'une coordination étroite entre les différents acteurs impliqués.

II. Un Pôle Territorial performant malgré certaines limites

Cette partie explore la dynamique complexe du Pôle Territorial CE2M qui, malgré certaines contraintes, continue de démontrer une performance notable. Nous nous attarderons sur deux aspects clés : d'une part, les résultats majoritairement encourageants du Défi Alimentation Positive, une initiative audacieuse visant à promouvoir des pratiques alimentaires responsables au sein de la communauté. D'autre part, nous analyserons l'intégration globale du Pôle Territorial à toutes les échelles, mettant en lumière sa capacité à coordonner efficacement les actions et les ressources pour répondre aux besoins variés et évolutifs du territoire. Cette analyse permettra de mieux comprendre comment les collectivités locales parviennent à maintenir leur efficacité malgré les contraintes rencontrées, offrant ainsi un modèle d'inspiration pour d'autres territoires confrontés aux mêmes défis.

A) Des résultats majoritairement encourageants du Défi Alimentation Positive

1. Des inscriptions à la baisse...

Les éditions précédentes du Défi Alimentation Positive ont mis en lumière une difficulté majeure : créer de l'interconnaissance entre les foyers participants sur un territoire

trop étendu. Cette dispersion géographique limitait les interactions et la cohésion entre les participants⁸. Pour remédier à ce problème, la solution proposée pour les éditions 2023 et 2024 a été de réduire le nombre de CdC concernées. En concentrant les efforts sur uniquement 1 ou 2 CdC, le défi vise à favoriser des échanges plus riches et un esprit de communauté plus fort parmi les participants, tout en facilitant la logistique et l'organisation des activités.

Pour sa troisième édition, le Défi Alimentation Positive se déploie à nouveau sur les territoires des Communautés de Communes du Créonnais et des Portes de l'Entre-deux-Mers. Fidèle à son slogan « Manger mieux sans dépenser plus », cette édition 2024 innove avec un partenariat avec le SEMOCTOM (Syndicat Mixte de l'Environnement pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères). Le SEMOCTOM apporte son expertise pour renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire et réduire les déchets. Ce partenariat vise à sensibiliser et accompagner les participants dans des pratiques durables et écoresponsables.

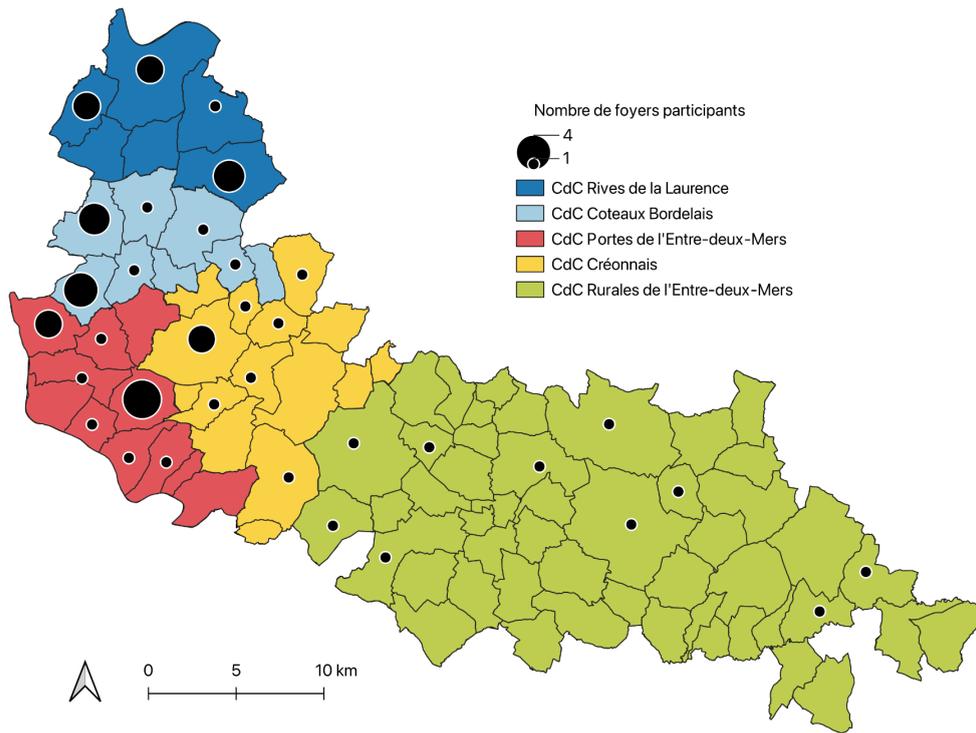
Lors de la première édition du Défi Alimentation Positive, la participation des foyers a été significative, notamment dans les communes de l'ouest du territoire, proches de Bordeaux Métropole, avec un total de 50 foyers inscrits (cf. figure 9). Cette forte mobilisation initiale peut être attribuée à la proximité géographique et à une meilleure diffusion de l'information dans ces zones densément peuplées. Cependant, entre la première édition et les éditions suivantes, on a constaté une diminution progressive du nombre de foyers participants. Cette tendance s'explique en partie par la réduction du nombre de communes impliquées dans le défi.

	2022	2023	2024
Nombre de foyers	50	40	27
Nombre de communes	34	10	11

Figure 8 : Une diminution des inscriptions, le tableau récapitulatif du nombre de foyers et de communes participants chaque année au Défi

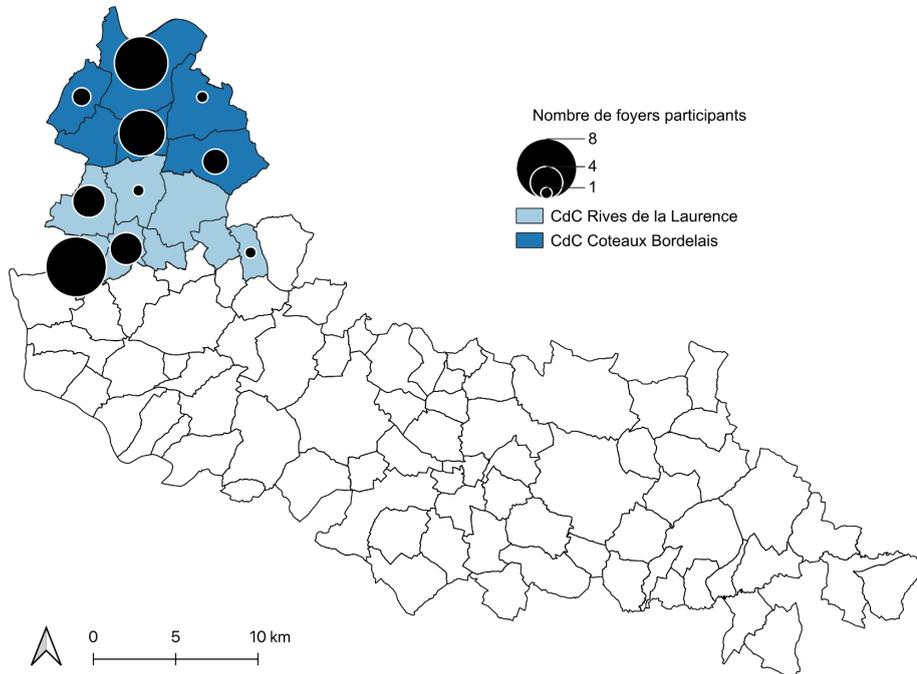
Réalisation : Lilou Iratçabal, avril 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

⁸ D'après les résultats obtenus du questionnaire adressé aux foyers participants à l'édition 2022 (cf. Annexe 4)



Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024, QGIS
Source : INSEE RGP 2023

Figure 9 : La première édition du Défi, une répartition inégale sur le territoire



Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024, QGIS
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Figure 10 : La seconde édition du Défi, l'avantage d'un territoire réduit

Pour la troisième édition, la mobilisation des participants a été particulièrement difficile, en grande partie en raison de problèmes liés à la diffusion de l'information. Bien que des efforts considérables aient été déployés pour assurer une communication efficace, certaines communes et CdC n'ont pas relayé l'information de manière adéquate. Ce manque de relais a eu un impact direct sur le nombre d'inscriptions, entraînant une différence notable dans le nombre de foyers participants entre les deux CdC engagées dans cette édition (cf. figure 11).

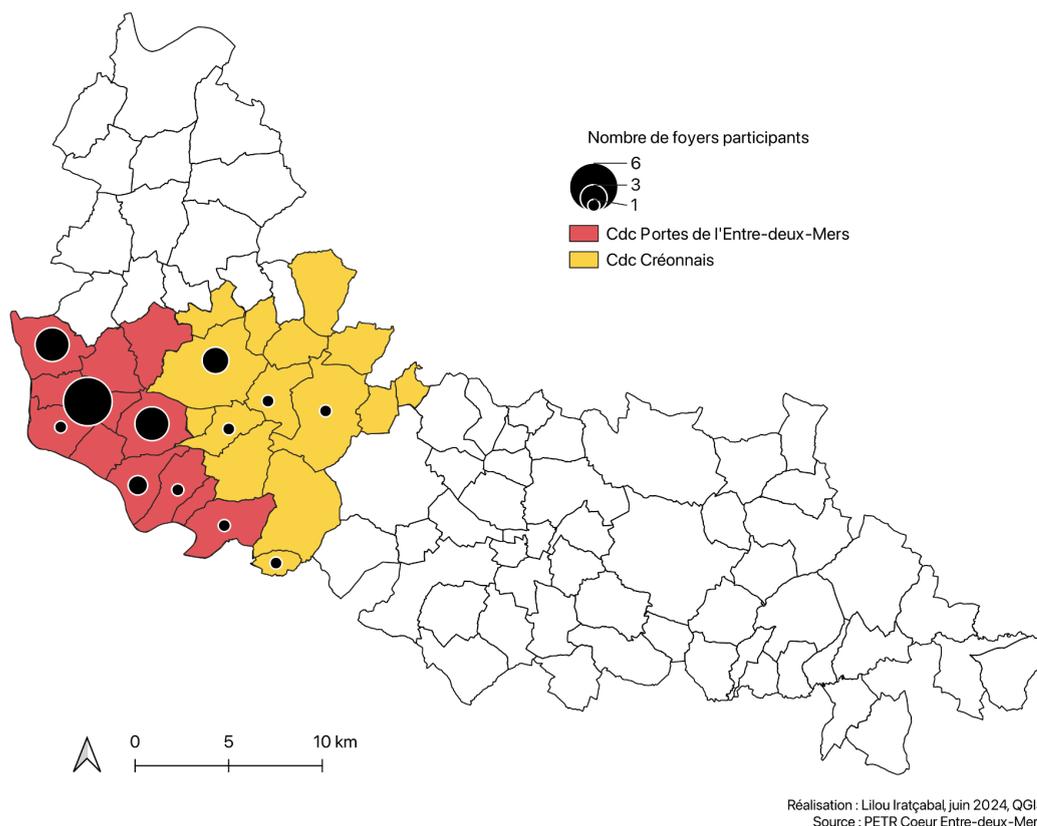


Figure 11 : La troisième édition du Défi, une participation inégale entre les 2 CdC

Cette situation met en lumière l'importance d'une communication cohérente et bien coordonnée pour garantir une mobilisation optimale. Elle souligne également la nécessité de stratégies adaptées pour surmonter les obstacles à la diffusion de l'information et encourager une participation plus équilibrée et représentative sur l'ensemble du territoire concerné. La comparaison entre les différentes éditions du défi révèle des challenges récurrents et propose des pistes d'amélioration pour les futures initiatives visant à renforcer l'engagement des foyers et la portée des actions entreprises.

2. ...Mais des objectifs atteints

Au début et à la fin du Défi Alimentation Positive, les familles participantes sont tenues de noter tous leurs achats alimentaires pendant une période de 14 jours. Ces relevés

d'achats détaillent le type de produit acheté, sa provenance, son prix, ainsi que les labels éventuels associés (par exemple, bio, équitable, local). Cette démarche permet de suivre et d'évaluer les habitudes de consommation des foyers. En comparant les relevés des deux périodes, nous pouvons analyser les changements opérés au cours du défi et mesurer les potentielles évolutions dans leurs choix alimentaires, notamment en termes de consommation de produits plus sains, locaux et durables, tout en essayant de ne pas faire augmenter leur budget.

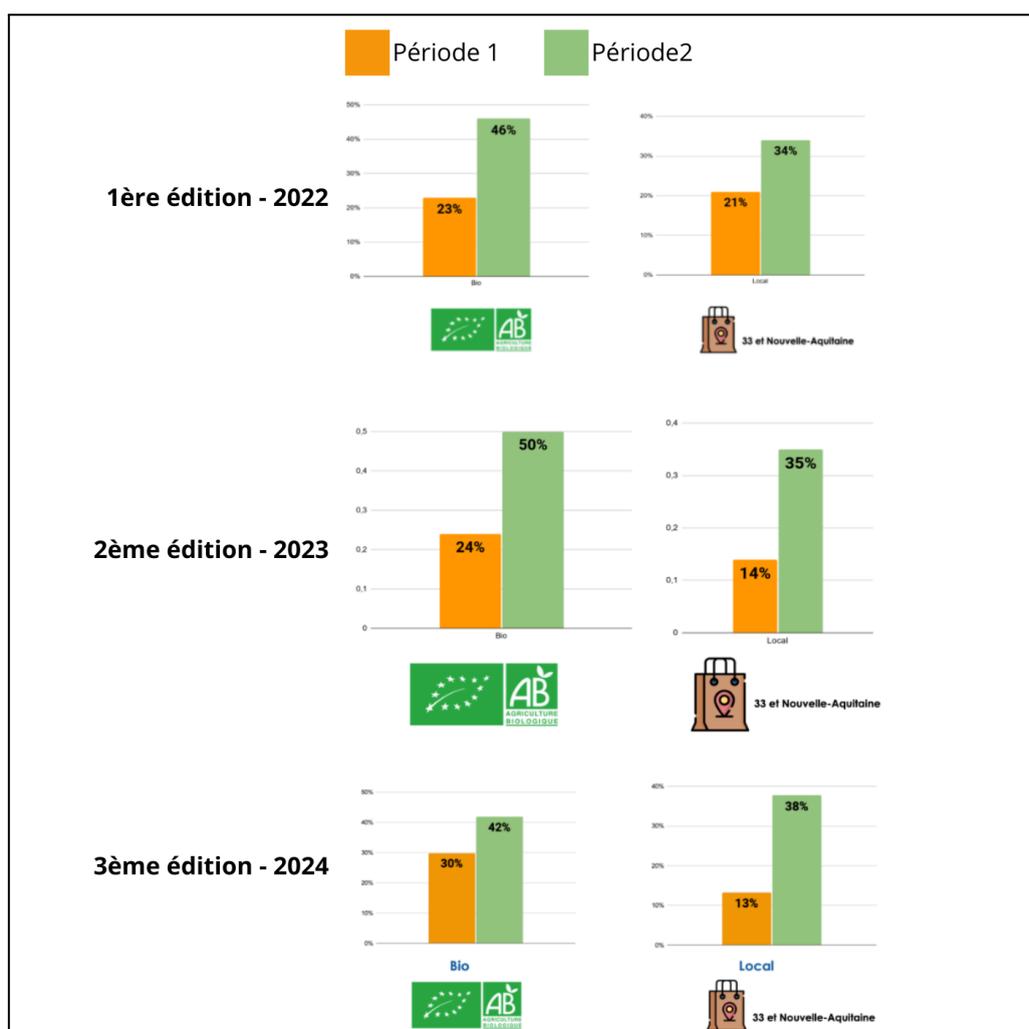


Figure 12 : Le bilan positif des consommations des participants

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Au cours des trois années du Défi Alimentation Positive, le challenge a été réussi, avec une augmentation notable de la consommation de produits bio et locaux parmi les participants (cf. figure 12). Les familles ont démontré leur engagement envers une alimentation plus saine et durable. Cependant, il est important de noter que les participants étaient souvent déjà convaincus des bienfaits des produits bio et locaux⁹, ce qui est

⁹ D'après les résultats des questionnaires adressés aux foyers participants aux éditions 2022, 2023 et 2024 (cf. Annexe 4-5)

particulièrement visible dans les données de cette année, où un tiers des produits consommés étaient déjà bio avant le début du défi. Cela souligne que, bien que le défi ait été un succès, il a principalement renforcé les pratiques alimentaires existantes chez des foyers déjà sensibilisés.

La collaboration avec le SEMOCTOM a été une nouveauté pour cette édition du Défi. Dans le cadre de ce partenariat, chaque participant s'est vu offrir un bac pour les biodéchets ainsi qu'un bac pour les emballages recyclables. Cette initiative visait à encourager une réduction des déchets et à sensibiliser les participants à une meilleure gestion des déchets alimentaires et des emballages. Bien que cette première année de collaboration ait été prometteuse en termes de réduction des déchets (cf. figure 13), les résultats restent encore critiquables. Il est important de prendre en compte divers facteurs, tels que les habitudes individuelles des participants et les défis logistiques liés à la collecte des déchets, pour évaluer pleinement l'impact de cette initiative.

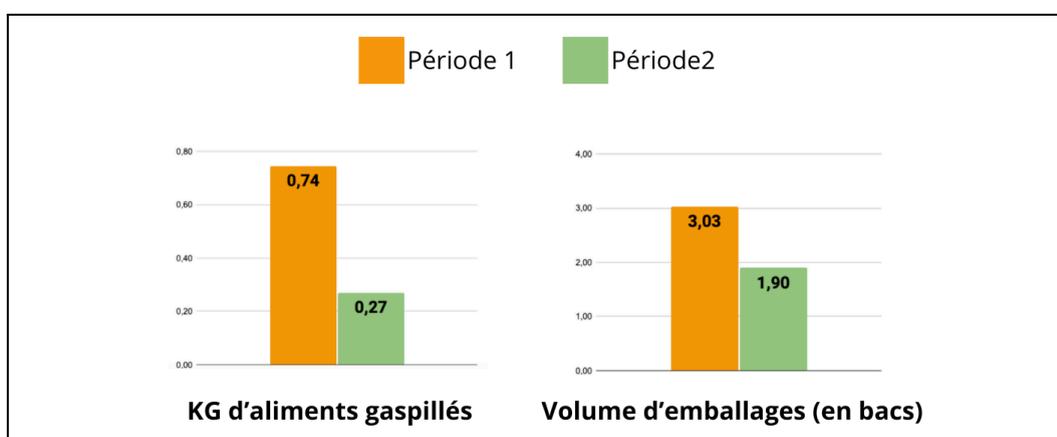


Figure 13 : La réduction des déchets grâce à la sensibilisation

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Au cours des éditions 2022 et 2024 du Défi Alimentation Positive, le coût par repas par personne a diminué (cf. figure 14), montrant que le défi a été relevé avec succès. Cependant, pour l'édition 2023, le coût par repas a augmenté de 10%. Ce résultat doit être analysé dans le contexte de l'inflation, qui était de +6,2% en février et de +5,6% en mars, selon les projections théoriques. Malgré cette hausse, le coût par repas de 2,14€ reste en dessous du taux d'inflation, indiquant que les participants ont globalement réussi à maintenir des dépenses alimentaires relativement stables tout en augmentant leur consommation de produits bio et locaux.

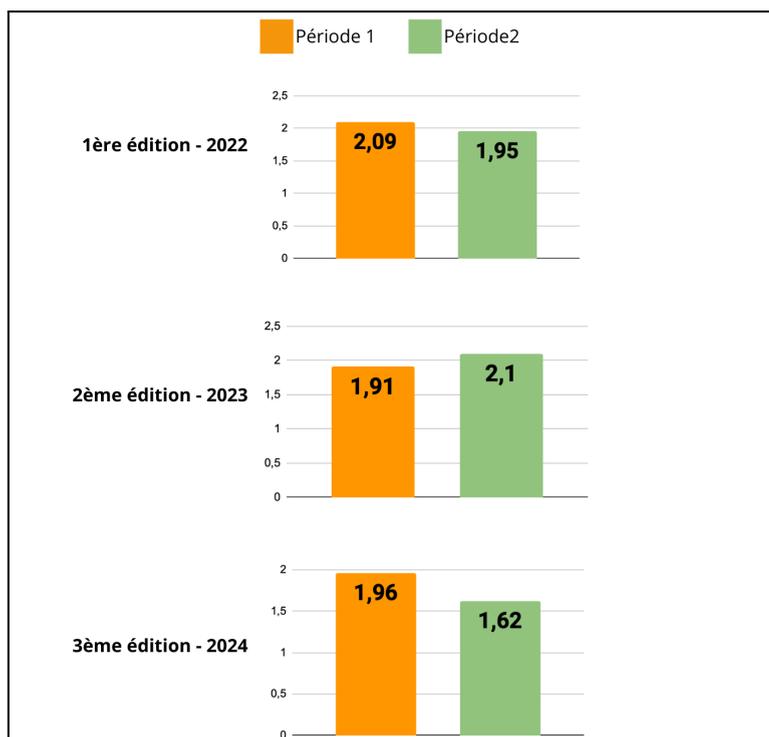


Figure 14 : Un coût repas en diminution quasi constante

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Ces données, bien que positives, sont critiquables car elles reposent entièrement sur les relevés d'achats fournis par les participants eux-mêmes. Il existe donc un risque que certaines familles ne remplissent pas le site correctement ou de manière exhaustive, ce qui pourrait biaiser les résultats et les conclusions sur l'évolution réelle des pratiques alimentaires.

3. Une motivation et des engagements qui fluctuent

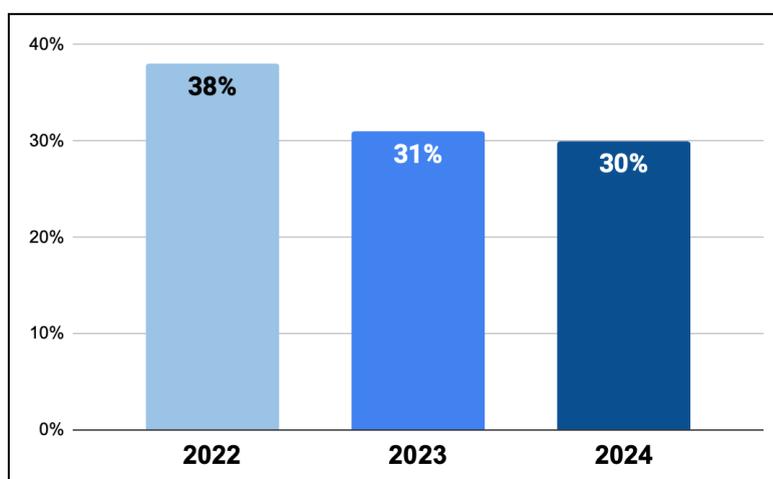


Figure 15 : Une participation en baisse ?

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

L'analyse des données concernant la participation aux ateliers révèle une tendance à la baisse au fil des éditions successives du Défi Alimentation Positive (cf. figure 15). Cette baisse est observée à travers les pourcentages de participation, qui sont passés de 38% lors de la première édition en 2022 à 31% en 2023, pour ensuite atteindre 30% en 2024. Cette diminution progressive soulève diverses questions et suscite l'intérêt d'une analyse plus approfondie

pour en comprendre les causes sous-jacentes. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette évolution. Premièrement, la variabilité des participants d'une année à l'autre peut jouer un rôle significatif. En effet, l'arrivée de nouveaux participants pourrait entraîner une période d'adaptation et d'appréhension différente des activités proposées, ce qui pourrait influencer leur participation. Deuxièmement, les résultats des relevés d'achats effectués cette année suggèrent que les foyers participants semblaient déjà familiarisés avec les pratiques promues par le Défi, telles que le compostage, la cuisine végétarienne et le jardinage. Cette prédisposition préalable des participants pourrait potentiellement réduire leur intérêt pour les ateliers, qu'ils pourraient considérer comme moins pertinents ou nécessaires. En outre, la contrainte de planification des ateliers uniquement le week-end, pour accommoder les familles, pourrait également influencer la disponibilité des participants. Cette contrainte temporelle peut être particulièrement contraignante pendant les périodes de vacances, lorsque de nombreuses familles sont absentes ou ont des engagements préexistants. Ces facteurs combinés pourraient expliquer la diminution de la participation aux ateliers au fil des années, mettant en lumière la nécessité d'adapter les modalités de participation pour mieux répondre aux besoins et aux contraintes des participants.

Cette année, une nouveauté a été introduite dans le Défi Alimentation Positive avec l'inclusion de mini-challenges mensuels. Chaque mois, un thème spécifique a été défini pour encourager les participants à s'engager davantage dans le Défi et à adopter des pratiques alimentaires plus durables. En mars, le défi était axé sur la réduction du gaspillage alimentaire et la promotion du zéro déchet. En avril, le focus était mis sur le végétal et la cuisine végétarienne. Enfin, en mai, le mois était consacré aux producteurs locaux et à la valorisation des circuits courts. Pour chaque mini-challenge, les participants étaient invités à envoyer des photos de leurs recettes pour les mois de mars et d'avril, ainsi que des producteurs locaux pour le mois de mai. Ces contributions étaient ensuite comptabilisées pour attribuer des points à chaque équipe, favorisant ainsi une saine compétition entre les participants. De plus, afin d'encourager l'implication et l'investissement des participants, des petits cadeaux étaient offerts chaque mois aux participants les plus actifs et engagés (cf. photographie 4). Cette initiative visait à renforcer la motivation des participants tout en renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté du Défi Alimentation Positive. L'initiative des mini-challenges mensuels a rencontré un vif succès, témoignant de l'engagement et de l'enthousiasme des participants pour le Défi Alimentation Positive, « Mon fils avait préparé cette entrée à midi. Top ce défi, la graine commence à germer en lui ! Merci beaucoup Marine et Lilou. Peut être qu'à la fin du défi les enfants prépareront les plats des parents ?! » nous a envoyé Capucine sur Whatsapp. En l'espace de trois mois seulement, nous avons reçu un nombre impressionnant de plus de 1000 photos de recettes et de producteurs locaux. Cette forte participation démontre l'intérêt des participants à s'impliquer activement dans les différentes thématiques proposées et à partager leurs expériences tout au long du Défi. Ces chiffres reflètent non seulement l'adhésion des participants aux valeurs du Défi, mais aussi leur désir de contribuer activement à la promotion d'une alimentation plus saine, plus durable et plus locale.



Photographie 4 : Soirée de remise des prix du challenge mensuel d'avril. Prise le 14/05/2024 par Lise Capeyron (chargée de communication au PETR CE2M), aux Jardins Potagers de Pomarède (Langoiran, Gironde).

Lors de la soirée de clôture du 31 mai, nous avons installé un livre d'or et nous avons récolté plusieurs témoignages dont « Merci Marine et Lilou pour tout et la bonne humeur que vous avez su insuffler. Bon repos après toute cette organisation parfaite. Nous avons adoré cette édition et je suis ravi d'avoir attendu pour y participer. Maintenant à nous toutes et tous de jouer [le jeu] en continuant sur cette lancée et en en parlant aux autres. » mais aussi « Quelle formidable aventure humaine ! Un énorme merci à toute l'équipe pour ces beaux moments, ces fous rires, ces recettes à essayer +++, ces ateliers extraordinaires et ces astuces et adresses. Continuez avec cette belle énergie et ces beaux projets ». Ces avis nous motivent à poursuivre ces actions et jouent un rôle important pour justifier la cohérence et l'impact de ces actions au niveau des élus et des politiques.

Les réponses obtenues des questionnaires pour les Défis de 2022-2023 (cf. Annexe 4) et le Défi de 2024 (cf. Annexe 5) révèlent une fluctuation significative dans l'engagement et la motivation des participants vis-à-vis du Défi Alimentation Positive sur le territoire.

En 2022, le Défi couvrant tout le territoire a suscité des critiques pour sa portée jugée trop vaste. Parmi les répondants, quatre personnes ont exprimé leur réticence à retenter l'aventure, invoquant le manque de temps, d'organisation, de sérieux, et l'absence d'impact positif. En revanche, cinq participants ont exprimé leur intention de réitérer l'expérience, mettant en avant les aspects positifs tels que les rencontres, la convivialité, l'expérience personnelle, et les opportunités d'apprentissage.

En ce qui concerne les souvenirs du Défi en 2022, deux personnes ont exprimé leur mécontentement en raison du manque d'organisation et de suggestions dans un périmètre restreint. À l'opposé, sept répondants ont gardé un bon souvenir de cette expérience, soulignant la convivialité, le partage, les astuces apprises, les rencontres enrichissantes, et la découverte de nouveaux producteurs locaux.

En 2023, avec une réduction du périmètre à deux CdC, une tendance légèrement différente émerge. Un répondant a mentionné que l'expérience était chronophage, exprimant ainsi une réticence à réitérer l'aventure. En revanche, quatre participants ont exprimé leur désir de participer de nouveau, motivés par le désir de convaincre, approfondir les débats, et enrichir leurs connaissances sur l'alimentation durable.

En 2024, le Défi s'est concentré sur deux CdC, avec une participation diminuée. Un répondant a noté le manque de temps comme obstacle potentiel à une nouvelle participation, tandis que cinq autres ont exprimé un désir affirmé de recommencer. Ils ont souligné les apprentissages acquis, les opportunités continues d'enrichissement personnel, la découverte de nouveaux producteurs locaux, les rencontres significatives, et l'importance de transmettre des valeurs alimentaires durables à la génération suivante.

Ces résultats mettent en lumière une dynamique variable dans l'engagement envers le Défi Alimentation Positive au fil des années, influencée par la perception de l'organisation, la convivialité des rencontres, les opportunités d'apprentissage, et l'impact perçu sur la communauté locale. La décision de réduire l'envergure de l'action à deux CdC entre la première et la deuxième édition du Défi Alimentation Positive s'est avérée cruciale et déterminante. Cette adaptation stratégique souligne l'importance capitale de prendre en considération les retours des participants pour ajuster et continuellement améliorer cette initiative, assurant ainsi le maintien d'un engagement durable et significatif en faveur de pratiques alimentaires responsables sur le territoire.

B) Une intégration globale du Pôle Territorial à toutes les échelles

Dans le cadre de la gouvernance du PETR Coeur Entre-deux-Mers, le concept de « mille-feuille territorial » se manifeste à travers la multiplicité des acteurs et des niveaux de décision impliqués dans la mise en œuvre des politiques territoriales. En effet, « la décentralisation a multiplié les instances de décision. Pourtant l'État conserve des prérogatives qui ont par ailleurs été déléguées aux collectivités territoriales. Les mêmes projets sont étudiés et financés à plusieurs reprises, ce qui entraîne un gaspillage de moyens » (Mairal, 2007). En tant que Pôle d'Équilibre Territorial et Rural, le PETR travaille en collaboration avec diverses entités telles que les communes, les intercommunalités, les départements, et les régions, ainsi que d'autres partenaires publics et privés.

Cette structure complexe reflète la réalité du territoire Cœur Entre-deux-Mers, où les enjeux et les défis nécessitent une approche coordonnée et concertée entre les différents acteurs locaux. Toutefois, cette multiplicité des intervenants peut parfois entraîner des difficultés de coordination et de gouvernance, en raison des compétences partagées ou des intérêts divergents entre les différentes entités.

Ainsi, la gouvernance du PETR Coeur Entre-deux-Mers doit naviguer à travers les différentes strates du mille-feuille territorial pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des projets cohérents et efficaces. Cela nécessite une concertation permanente entre les

acteurs locaux, une clarification des compétences et des responsabilités, ainsi qu'une volonté commune de travailler ensemble pour le développement et la valorisation du territoire.

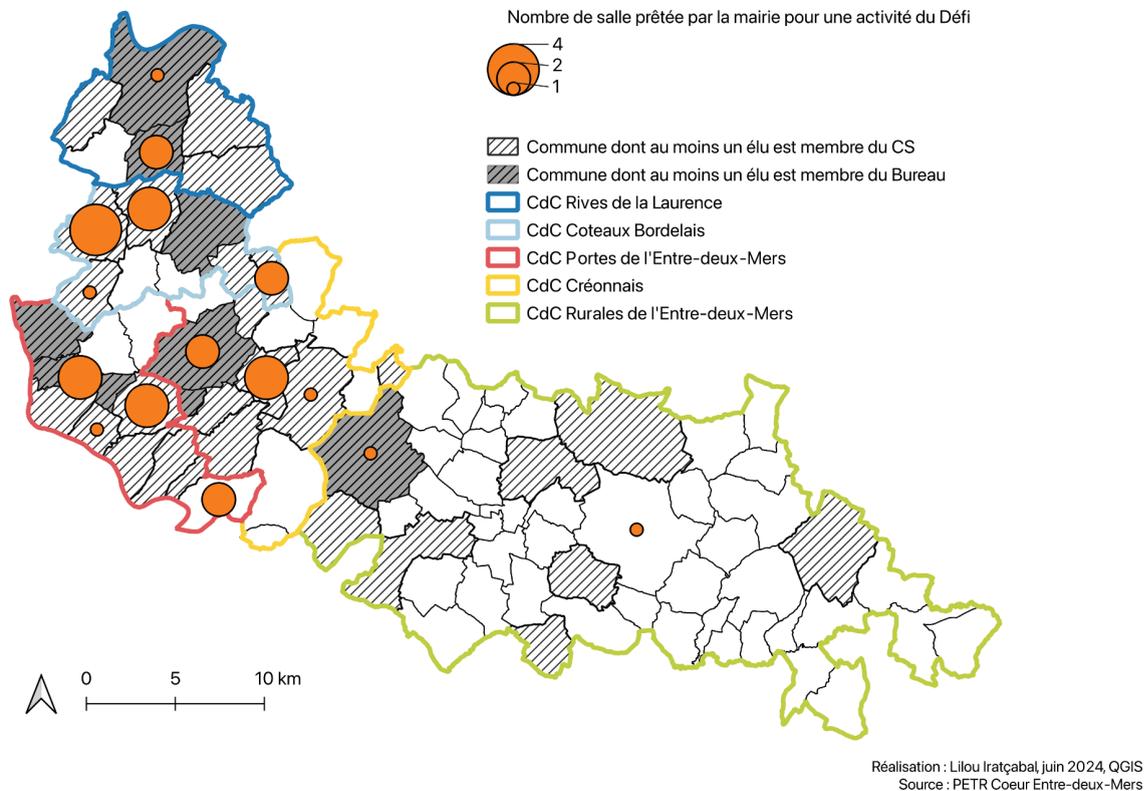


Figure 16 : *Entre engagement et implication, un territoire fracturé en deux*

L'analyse cartographique du territoire d'action du Pôle CE2M révèle des dynamiques importantes concernant la représentation des communes au sein des instances décisionnelles et l'engagement des collectivités locales dans les initiatives d'alimentation durable. Cette critique met en lumière les aspects positifs et les limites actuelles.

L'analyse de la carte montre une surreprésentation des communes à l'est dont au moins un élu est membre du Comité Syndical (CS) et du Bureau du PETR. En effet, ces communes sont non seulement plus présentes au CS mais aussi davantage représentées en Bureau. Cette concentration peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la proximité géographique facilitant la participation et une coopération plus développée.

Cependant, cette surreprésentation peut également poser des problèmes d'équité et d'efficacité dans la mise en œuvre des initiatives d'alimentation durable. Les communes de la CdC Rurales, par exemple, sont sous-représentées au CS avec seulement 16% de leurs communes présentes, contrairement aux autres CdC où plus des trois quarts des communes participent activement. Cette disparité soulève des questions sur l'inclusivité et l'accessibilité des processus décisionnels. Pour les communes moins représentées, il devient crucial d'explorer des moyens d'intégration plus équilibrés afin de garantir que toutes les voix sont entendues et que les initiatives bénéficient à l'ensemble du territoire.

La carte révèle également que les salles prêtées pour les activités du Défi Alimentation Positive sont majoritairement situées dans les communes à l'est, les mêmes qui sont fortement représentées au CS et en Bureau. Cette corrélation pourrait indiquer une tendance des élus à soutenir activement les initiatives lorsqu'ils sont directement impliqués dans les organes décisionnels.

Cependant, la forte concentration des ressources dans ces zones peut également créer des déséquilibres. Les communes de la CdC Rurales, bien que moins représentées actuellement, auront l'opportunité de s'engager davantage l'année prochaine lorsque le Défi sera sur leur territoire. Cela soulève des enjeux d'anticipation et de préparation pour assurer un engagement équitable et efficace. Il est crucial de surveiller et d'évaluer leur engagement futur pour comprendre si ces communes seront en mesure de fournir un soutien équivalent en termes de ressources et de participation.

Ces observations mettent en évidence l'importance de la représentativité et de l'équité dans la mise en œuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable. Les collectivités doivent concevoir des stratégies inclusives qui prennent en compte les disparités géographiques et institutionnelles. Une meilleure répartition des responsabilités et des ressources peut encourager une participation plus équilibrée et favoriser l'engagement de toutes les communes, indépendamment de leur taille ou de leur influence au sein des instances décisionnelles. En outre, il est essentiel de développer des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des initiatives et adapter les stratégies en fonction des retours d'expérience. Cela pourrait inclure des consultations régulières avec les communes sous-représentées, des ateliers de formation pour les élus locaux, et des campagnes de sensibilisation ciblées.

1. Avantages et retombées positives de l'implication dans les décisions territoriales

Lors des entretiens menés avec les élu(e)s et les chargé(e)s de mission du territoire (cf. Annexe 6), plusieurs acteurs ont exprimé leur opinion sur la pertinence et les bénéfices du Pôle Territorial CE2M pour leur commune ou leur CdC. Pour certains, le Pôle est perçu comme un outil bénéfique, offrant une impulsion et une dynamique importante, notamment lorsque les thématiques abordées correspondent aux préoccupations locales. La mutualisation des ressources et la coordination des actions sont également évoquées comme des axes de développement nécessaires, notamment en matière d'axe social et de plan de risque sanitaire.

D'autres soulignent l'importance du Pôle dans le soutien aux producteurs locaux, l'accompagnement à l'installation et la mise en commun des informations. Pour les territoires ruraux, le rôle de point d'information et de regroupement des données est jugé crucial. De même, l'ingénierie collective et la coordination des actions par les animateurs sont mises en avant comme des éléments essentiels à la réussite des projets territoriaux.

Toutefois, des nuances apparaissent également dans les retours, notamment concernant la compréhension et l'appropriation du rôle du Pôle par certains acteurs locaux. Des divergences de vision et des difficultés de communication sont relevées, illustrant les défis rencontrés dans la mobilisation et l'engagement des différentes communes. Certains élus soulignent la nécessité pour les communes d'initier une démarche proactive en sollicitant activement le Pôle, plutôt que d'attendre une initiative extérieure.

Les réponses des élus du PÉTR mettent en lumière plusieurs aspects bénéfiques attribués au Pôle Territorial CE2M. Tout d'abord, le Pôle est perçu comme un cadre structurant qui permet de regrouper les actions et de leur donner de la cohérence, notamment à travers la notion de PAT. Cette approche offre un cadre intéressant pour structurer les initiatives et favoriser une vision globale du développement territorial, en mettant l'accent sur des thématiques clés telles que l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. De plus, le Pôle est considéré comme un moteur de mobilisation et de dynamisation du territoire, en rassemblant les acteurs locaux autour de projets communs et en favorisant les échanges et la mutualisation des actions. Enfin, sa visibilité croissante et l'impact concret de ses actions sont perçus comme des facteurs clés pour sensibiliser les habitants et les élus aux enjeux territoriaux et pour renforcer l'identification de la population avec le Pôle et ses missions. En somme, les élus soulignent l'importance du Pôle en tant qu'outil stratégique pour promouvoir le développement territorial et renforcer la cohésion au sein du territoire du Cœur Entre-deux-Mers.

2. Limitations et contraintes dans l'application des initiatives

Les retours concernant les limites des actions du Pôle Territorial CE2M sur les territoires mettent en évidence plusieurs points de friction et de réflexion. Certains acteurs soulignent notamment des contraintes liées à la compétence sociale, particulièrement pour les CdC où cette compétence est optionnelle. Cette limite peut entraver la mise en œuvre d'actions à vocation sociale dans certains territoires.

Par ailleurs, des préoccupations sont exprimées quant à la transition entre les bonnes intentions et la concrétisation des opérations sur le terrain. Des difficultés de communication et de relais des actions par les communes peuvent freiner l'opérationnalité directe des initiatives lancées par le Pôle. De même, la nécessité de trouver un consensus entre les différentes CdC et les communes membres peut parfois ralentir le processus décisionnel et générer des immobilismes, notamment lorsqu'il s'agit de satisfaire les attentes divergentes des différents acteurs.

Toutefois, certains participants ne perçoivent pas de limites particulières aux actions du Pôle et considèrent que celui-ci respecte les secteurs d'activité et ne cherche pas à les dépasser. Cette approche de mutualisation des actions sur le territoire est soulignée comme une mission essentielle du Pôle, malgré les défis inhérents à la coordination entre différentes entités.

Les réponses des élus du Pôle Territorial CE2M mettent en évidence certaines limites et contraintes auxquelles l'organisme peut être confronté dans son action sur le territoire. Tout d'abord, il est mentionné que le Pôle peut parfois se heurter à des difficultés liées à la mise en œuvre concrète de ses actions, notamment en raison de son statut et de ses compétences limitées dans certains domaines. Par exemple, dans le cas du foncier, le Pôle n'est pas propriétaire des terrains et ne dispose pas toujours des informations urbanistiques nécessaires pour mener à bien ses projets. En outre, le Pôle rencontre des obstacles dans sa collaboration avec des partenaires extérieurs, tels que les syndicats viticoles, qui peuvent parfois ne pas partager les mêmes objectifs ou ne pas être intéressés par les thématiques abordées par le Pôle, comme l'alimentation. De plus, l'accès aux données et aux ressources peut être restreint, notamment en ce qui concerne les informations agricoles détenues par la Chambre d'Agriculture. Ces contraintes peuvent ainsi limiter la capacité du Pôle à mener à bien ses actions et à fédérer les acteurs autour de projets communs. Malgré ces difficultés,

le Pôle joue un rôle d'impulsion et de coordination essentiel pour encourager les initiatives locales et favoriser le développement territorial du Cœur Entre-deux-Mers.

Les retours mettent en lumière à la fois les bénéfices potentiels du Pôle Territorial CE2M en tant qu'outil de coordination et de soutien aux initiatives locales, tout en soulignant les défis persistants liés à la compréhension de son rôle et à la mobilisation des acteurs locaux. En effet, ces retours soulignent les défis et les contraintes auxquels le Pôle Territorial CE2M peut être confronté dans la mise en œuvre de ses actions, notamment en termes de compétences, de communication et de consensus entre les acteurs locaux.

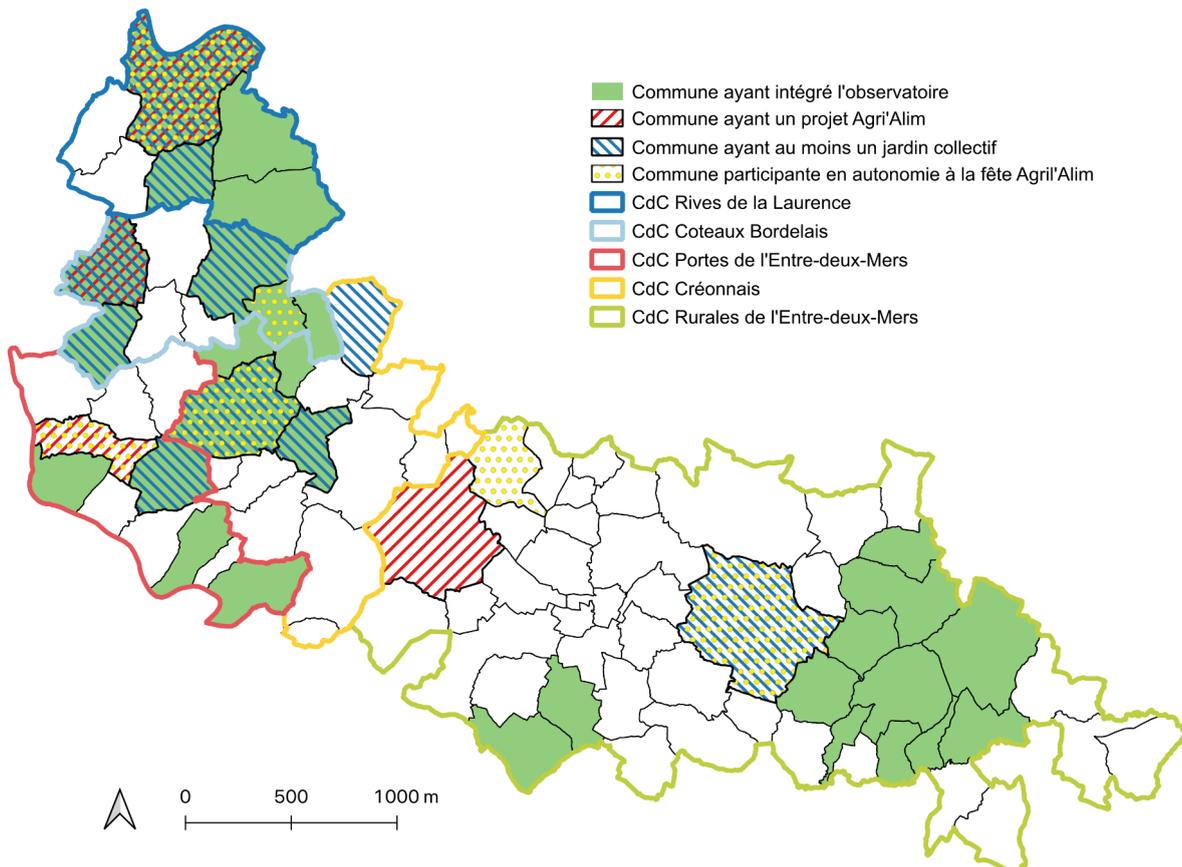


Figure 17 : La récurrence des communes actives, des nettes disparités

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024, QGIS
Source : Admin Express, PETR Cœur Entre-deux-Mers

Les réponses recueillies lors des entretiens des élus et des chargés de mission, révèlent une diversité de relations entre les acteurs locaux et le Pôle Territorial CE2M, mais également des degrés variables d'implication dans des projets communs, soulevant ainsi certaines critiques et problématiques. Certains organismes, comme le CCIAS, ont participé activement à des initiatives conjointes telles que le Défi Alimentation Positive, témoignant d'une collaboration dynamique avec le Pôle. Cependant, des interlocuteurs ont souligné des lacunes, notamment l'absence de projets concrets en commun, attribuée à des contraintes budgétaires ou à une vision territoriale plus restreinte. De plus, la participation à des programmes tels que l'Observatoire du Foncier Agricole a été limitée, avec seulement une trentaine de communes sur les 90 concernées qui y ont pris part. Cette situation soulève des questions quant à la portée effective des actions du Pôle et à sa capacité à mobiliser l'ensemble du territoire pour des initiatives communes. En somme, ces retours mettent en

lumière à la fois des collaborations fructueuses et des défis à surmonter en matière de mobilisation et de coordination des initiatives territoriales.

III. Un bilan prometteur

Cette section se penche sur un bilan encourageant des actions nécessitant un développement supplémentaire. Nous commencerons par explorer le Défi Alimentation Positive, une initiative dont l'impact significatif a été illustré par mon stage. Ensuite, nous examinerons de manière critique le benchmark des initiatives alimentaires, en mettant en lumière ses forces et ses faiblesses comme cadre de référence. Enfin, nous discuterons des orientations stratégiques pour l'après-Défi Alimentation Positive, soulignant les pistes à suivre pour renforcer et étendre les réussites déjà accomplies. Cette analyse nous permettra de déterminer les prochaines étapes clés pour consolider les avancées actuelles et maximiser l'impact des initiatives futures dans le domaine de l'alimentation responsable et durable.

A) Le Défi Alimentation Positive : une action impactante d'où en découle un stage enrichissant

1. Une action efficace

Cette partie analysera les évolutions observées lors du Défi 2024, notamment les changements dans le budget alimentaire des participants, leur consommation de produits locaux et bio, et leurs habitudes d'achats. Nous examinerons également les critiques concernant l'accessibilité du Défi et les améliorations apportées pour répondre aux besoins des participants.

Lors du Défi 2024, les réponses des participants indiquent que leur budget consacré à l'alimentation n'a pas changé pour quatre d'entre eux, tandis que deux ont noté une baisse. En termes de perception générale, deux participants ont estimé leur budget alimentaire comme « très important » et quatre comme « important ». Ces chiffres montrent une relative stabilité budgétaire, mais ils ne reflètent pas nécessairement les changements qualitatifs observés dans les habitudes de consommation.

Les participants ont rapporté une forte augmentation de leur consommation de produits locaux, bio, de saison et labellisés. Cette tendance s'accompagne d'une hausse significative des achats en circuits courts et en magasins spécialisés, et d'une diminution des achats en grandes surfaces. En termes de composition des repas, il y a eu une nette augmentation de la cuisine maison, ainsi que de la consommation de légumineuses, de fruits et légumes, et de céréales complètes. En parallèle, la consommation de viande, de produits préparés (surgelés, conserves) et de produits commandés (avec ou sans livraison) a diminué. Ces évolutions indiquent une prise de conscience accrue et un engagement plus fort envers une alimentation durable et responsable parmi les participants au Défi 2024. La transition vers des circuits courts et des produits de meilleure qualité nutritionnelle suggère une volonté de soutenir l'économie locale tout en améliorant la santé personnelle et environnementale.

Malgré ces résultats encourageants, des critiques subsistent, soulignant des limites importantes du Défi. Une critique récurrente est que l'initiative semble toucher principalement des personnes de catégories socio-professionnelles élevées (CSP+), notamment des cadres. Cela soulève des préoccupations quant à l'inclusivité et à l'accessibilité du Défi pour les populations plus précaires, qui pourraient bénéficier grandement de ce type de programme mais qui sont souvent sous-représentées. De plus, le faible nombre de réponses (six pour l'édition 2024) limite la représentativité des résultats et la possibilité de tirer des conclusions définitives.

Certaines critiques des éditions précédentes ont été prises en compte et adressées dans les Défis 2023 et 2024. Par exemple, des participants de 2022 avaient exprimé le désir de voir des ateliers de cuisine, de permaculture, et de compostage organisés à proximité des zones référencées et à des horaires adaptés aux familles avec enfants. Ils avaient également souligné le manque de contact avec les organisateurs pendant le Défi et l'intérêt limité de créer des équipes avec des personnes inconnues. En réponse, les éditions suivantes ont maintenu des ateliers de cuisine, des soirées d'échange et de dégustation de recettes plus saines, ainsi qu'une communication sur des cours de cuisine payants axés sur des repas simples, locaux, et de saison. Ces ajustements montrent une volonté d'améliorer le Défi en tenant compte des retours des participants, en visant une plus grande proximité et une meilleure dynamique d'engagement. Toutefois, pour rendre le Défi véritablement efficace et inclusif, il sera essentiel de continuer à élargir sa portée et d'adapter les initiatives pour attirer et soutenir une diversité plus grande de participants, en particulier ceux des milieux plus modestes.

Le Défi Alimentation Positive 2024 a montré des signes d'amélioration en termes de consommation responsable et d'engagement des participants. Néanmoins, pour maximiser son impact, il est crucial de surmonter les défis d'inclusivité et de représentation. En continuant à adapter et à affiner les initiatives en fonction des retours des participants, le Défi peut évoluer vers une action encore plus efficace, capable de toucher un public plus large et diversifié, et de promouvoir des pratiques alimentaires durables à grande échelle.

2. Un stage formateur

Le PETR Coeur Entre-deux-Mers est l'organisme qui m'a accueilli pour ce stage. Au sein de cette structure, j'ai été intégré à l'Espace Agri'Alim, un service dédié à la promotion de l'agriculture durable et de l'alimentation locale. Ma tutrice de stage était Marine Hurtaud, qui occupe le poste de coordinatrice de l'Espace Agri'Alim. Les activités qui m'ont été confiées avaient pour but principal l'animation du Défi Alimentation Positive 2024, ainsi que le soutien à la coordinatrice dans les autres missions de l'Espace Agri'Alim (cf Annexe 7). Les compétences que je devais acquérir ou développer incluent la gestion de projets, le suivi événementiel, l'animation d'événements grand public, ainsi que la rigueur et la créativité.

Le stage s'est déroulé sur une période de 6 mois, de début janvier à fin juillet. Cette durée m'a permis de m'immerger pleinement dans les activités de l'Espace Agri'Alim et de contribuer de manière significative aux projets en cours.

Une diversité d'activités réalisées

Pendant les quatre mois du Défi, de fin janvier à fin mai, nous avons organisé une série d'ateliers et d'activités variés pour les participants. Ces initiatives comprenaient entre autres des ateliers de cuisine interactifs visant à enseigner des recettes saines, durables et végétariennes, ainsi que des sessions pratiques de compostage en partenariat avec le SEMOCTOM pour la gestion des déchets organiques. Des ateliers de jardinage ont permis aux enfants et aux adultes de s'initier ou de perfectionner leurs compétences en jardinage. Des Escape Games axés sur l'alimentation durable ont été proposés pour sensibiliser de manière ludique. De plus, des visites de fermes ont offert l'occasion aux participants de rencontrer des producteurs locaux et de découvrir leurs pratiques agricoles, tandis que les visites de magasins de producteurs ont permis d'explorer les points de vente directe de produits locaux. Enfin, des balades avec des chèvres chez un éleveur ont enrichi l'expérience en permettant aux participants de découvrir de près la production artisanale de fromages locaux.



(À gauche) **Photographie 5** : De gauche à droite, Lilou Iratçabal (moi), Jean-Pierre Silvestrini, éleveur de chèvres, apprentie. Balade avec les chèvres de Jean-Pierre Silvestrini. Prise le 03/04/24 par Rosmina Kenihero Feruzi à Saint-Genès-de-Lombaud (Gironde).

(À droite) **Photographie 6** : Démonstration par Jean-Pierre Silvestrini de fabrication de fromage de chèvre. Photo prise par une participante au Défi Alimentation Positive à Saint-Genès-de-Lombaud (Gironde).

Durant ces mois de stage, j'ai pu assisté à plusieurs événements, réunions et manifestations (cf. Annexe 8) :

<i>Début du stage :</i> 11/01	Activités réalisées
Janvier	<ul style="list-style-type: none"> - 11/01 : Interview sur France Bleue concernant le Défi Alimentation Positive. Cette interview a permis de promouvoir le défi et de recruter des familles. - 26/01 : Soirée de lancement du Défi Alimentation Positive. Cet événement a marqué le début officiel du défi, rassemblant les participants, les organisateurs et quelques partenaires pour une introduction aux objectifs, aux enjeux et au programme.
Février	<ul style="list-style-type: none"> - 28/02 : Soirée organisée par Agrobio sur le thème du défi. Cette soirée a été l'occasion de discuter des pratiques agricoles biologiques et de leur impact sur l'alimentation durable.
Mars	<ul style="list-style-type: none"> - 06/03 : Conférence sur le climat pour les élus par The Shift Project, organisé par Jean Mergnat, chargé de mission transition écologique au PETR Coeur Entre-deux-Mers. Cet événement a fourni entre autres des informations cruciales sur les liens entre changement climatique et pratiques agricoles, et sur l'importance de l'alimentation durable dans la lutte contre le réchauffement climatique. - 25/03 : Assemblée générale d'Agrobio au Château Coutet (Saint-Emilion). Cette réunion annuelle a permis de faire le point sur les activités de l'année passée et de planifier les actions futures de l'association. - 26/03 : Premier Eductour, organisé par l'office du tourisme du Coeur Entre-deux-Mers (Entre-deux-Mers Tourisme). Cette visite, prévue pour les acteurs du tourisme du territoire, a permis de rencontrer différents acteurs de l'alimentation sur une partie du territoire.
Avril	<ul style="list-style-type: none"> - 02/04 : Deuxième Eductour (sur un autre territoire) - 09/04 : Forum sociétal organisé dans le cadre du projet VITIREV¹⁰ « Forum Solutions Fondées sur la Nature »
Mai	<ul style="list-style-type: none"> - 02/05 : Rencontre InterPAT. Cet événement a rassemblé tous les PAT du département pour échanger sur les projets en cours et à venir sur chaque territoire. - 14/05 : Formation sur la malle pédagogique « A la bonne fr'enquête » (association Au Fil des Séounes) visant à fournir des

¹⁰ Collectif regroupant plus de 150 partenaires du secteur vitivinicole en Nouvelle-Aquitaine, s'engage à relever les défis d'adaptation climatique et de transition écologique. Ce programme d'action, coordonné par la Région Nouvelle-Aquitaine, a été labellisé « Territoire d'innovation de grande ambition » par l'État

	<p>outils pédagogiques pour l'éducation à l'alimentation durable. Soirée de remise des prix du mini-challenge d'avril dans les jardins partagés de Langoiran.</p> <p>- 31/05 : Soirée de clôture du Défi Alimentation Positive. Cet événement a célébré la fin du défi, permettant aux participants de partager leurs expériences et de discuter des résultats obtenus.</p>
Juin	<p>- 01/06 : Événement « Viens voir ma Rurales ». Une journée dédiée à la découverte de la ruralité et des acteurs locaux de la CdC Rurales de l'Entre-deux-Mers.</p> <p>- 03/06 : Réunion du Groupe d'Action Locale (GAL). Cette réunion a porté sur les initiatives locales de développement rural et leur passage en commission pour avoir ou non la subvention européenne LEADER.</p> <p>- 10/06 : Rencontre entre maraîchers, cantines et collectivités pour discuter de l'approvisionnement des cantines. Cet événement visait à renforcer les liens entre producteurs locaux et institutions publiques pour promouvoir l'alimentation locale et durable dans les cantines scolaires et autres établissements.</p>

Figure 18 : Autres activités réalisées durant mon stage

Réalisation : Lilou Iratçabal, juin 2024

Durant ce stage, j'ai eu l'opportunité de développer des capacités d'autonomie et de gestion de projet à travers diverses responsabilités et activités. En premier lieu, la réservation de salles pour les événements liés au Défi Alimentation Positive a exigé une planification minutieuse et une coordination efficace. Cela m'a permis de gérer les contraintes logistiques tout en veillant à ce que chaque événement dispose d'un espace approprié.

Le contact avec les mairies, les prestataires et les partenaires a été une composante essentielle de mon rôle. J'ai établi et maintenu des communications professionnelles, assurant la bonne collaboration et le soutien des parties prenantes. Cette tâche comprenait la demande de devis et la gestion des factures, une responsabilité qui m'a aidé à développer des compétences en gestion financière et en suivi budgétaire. J'ai appris à évaluer les coûts, à gérer les dépenses et à assurer la transparence et l'efficacité des transactions financières.

Le suivi des foyers participants au Défi Alimentation Positive a été une autre dimension cruciale de mon stage. En utilisant divers canaux de communication, tels que les emails, un groupe Facebook et un groupe WhatsApp, j'ai pu maintenir un lien constant avec les participants. Cette interaction régulière a facilité leur engagement et leur motivation tout au long du défi. J'ai aussi pris l'initiative de lancer des mini-challenges, face à l'enthousiasme et la participation croissante des foyers. Une des réalisations dont je suis particulièrement fière est la création d'un carnet de recettes de familles (cf. Annexe 9), d'environ 80 pages, qui compile les recettes partagées par les participants. Cette initiative a non seulement valorisé leurs contributions mais a aussi renforcé le sentiment de communauté parmi les foyers.

Enfin, le volet communication de mon stage a été enrichissant. J'ai conçu divers outils de communication (cf. Annexe 10) nécessaires à la bonne compréhension et à la réalisation des périodes de relevé d'achats et des pesées de gaspillage. J'ai aussi développé des supports informatifs et autres outils à destination des familles. Ces expériences m'ont permis de développer une approche stratégique de la communication et de maîtriser les techniques de création de contenu attrayant et pertinent.

Un bilan positif

Le stage au sein du PETR Coeur Entre-deux-Mers a été une expérience enrichissante à bien des égards. Sur le plan professionnel, il m'a permis de développer de nombreuses compétences, notamment en gestion de projet, en communication et en relation avec les partenaires locaux. La responsabilité qui m'a été confiée dans l'animation du Défi Alimentation Positive m'a permis de faire preuve d'autonomie et de créativité dans la mise en place d'actions de sensibilisation. De plus, la gestion du budget et le suivi des foyers ont renforcé mes capacités organisationnelles.

Cependant, malgré ces apports, le stage m'a également confronté à certaines limites. La gestion des imprévus et des retards dans la réalisation des actions a parfois été un défi, nécessitant une capacité d'adaptation et de réactivité constante. De plus, la coordination avec les différents acteurs locaux a parfois été complexe, notamment en raison de divergences d'objectifs ou de disponibilité. Ces défis ont été des opportunités d'apprentissage, mais ont également souligné l'importance de la communication et de la gestion des relations interpersonnelles dans ce type de mission.

Sur le plan personnel, ce stage m'a permis de développer ma capacité à travailler en équipe et à m'adapter à des environnements professionnels variés. La diversité des tâches et des interlocuteurs rencontrés m'a également offert une vision plus globale des enjeux liés à l'alimentation durable et à la gouvernance territoriale. Cette expérience a conforté mon intérêt pour le travail au sein des collectivités publiques, en me donnant l'opportunité de contribuer concrètement à des projets ayant un impact sur le territoire et ses habitants.

En conclusion, malgré les défis rencontrés, ce stage a été une expérience formatrice et stimulante, qui m'a permis de développer des compétences professionnelles et de mieux cerner mes aspirations futures dans le domaine de la gestion territoriale et de la promotion du développement durable.

B) Benchmark des initiatives alimentaires

1. Des actions diversifiées et intéressantes...

Les entretiens avec Laura Boudier (Haute Gironde) et Lisa Lemaire (Montesquieu) mettent en lumière des initiatives variées et pertinentes dans leurs démarches respectives pour promouvoir une alimentation durable.

En Haute Gironde, la démarche alimentaire est structurée autour de six groupes de travail thématiques. Chaque groupe se concentre sur des aspects spécifiques tels que les ressources en eau, le foncier, l'accompagnement des porteurs de projets, la restauration

collective, l'alimentation sociale et solidaire, ainsi que la sécurité sociale de l'alimentation. Laura Boudier, coordinatrice de cette démarche, souligne l'importance de la co-construction des actions avec les acteurs locaux. Ces initiatives sont soumises à l'évaluation et à la validation lors de réunions régulières du comité de pilotage (COFIL), qui inclut des représentants des collectivités locales et des financeurs. Cette approche collaborative vise à répondre aux besoins spécifiques du territoire en matière d'alimentation durable tout en favorisant l'engagement communautaire et la participation active.

À Montesquieu, le Plan Alimentation Territorial (PAT), animé par Lisa Lemaire, est également axé sur la diversification des actions. Le PAT de Montesquieu se concentre sur plusieurs axes stratégiques, notamment le foncier agricole, la sensibilisation à une alimentation saine et locale, ainsi que la restauration collective. Des initiatives comme la malle pédagogique « A la bonne fr'enquête » visent à sensibiliser les jeunes générations à l'alimentation durable, tandis que des actions de formation pour les équipes des cantines sont prévues pour renforcer les pratiques alimentaires durables au sein des établissements scolaires et collectifs. Cette approche holistique montre une volonté de combiner éducation, sensibilisation et pratique pour promouvoir un changement durable dans les habitudes alimentaires locales.

2. ...Où la gouvernance joue un rôle prépondérant

La gouvernance efficace est un élément clé du succès de ces initiatives alimentaires. En Haute Gironde, Laura Boudier assume un rôle central dans la coordination de la démarche alimentaire. Son poste, créé dans le cadre d'un contrat de dynamisation avec la région, englobe diverses responsabilités telles que la coordination des groupes de travail, la communication à travers une newsletter professionnelle et l'animation des réunions du COFIL. Elle utilise également des outils de communication modernes tels qu'un site internet dédié et une page Facebook pour informer et mobiliser les acteurs locaux. Malgré la structure robuste mise en place, certains projets comme celui sur la sécurité sociale de l'alimentation sont encore à un stade préliminaire, soulignant les défis persistants dans la mise en œuvre de solutions innovantes pour assurer un accès équitable à une alimentation de qualité pour tous les habitants.

À Montesquieu, Lisa Lemaire joue un rôle transversal en tant que coordinatrice du PAT. Son travail consiste à faciliter la coopération entre les différents acteurs du territoire, y compris les agriculteurs, les établissements scolaires, les entreprises et les associations locales. Malgré la diversité des initiatives et la bonne intention de structurer les actions, des obstacles administratifs entravent certains projets clés. Par exemple, les efforts pour l'acquisition de terres agricoles et la mise en œuvre de services d'aide alimentaire se heurtent à des complexités juridiques et logistiques. De plus, des projets ambitieux comme l'épicerie solidaire itinérante ont été abandonnés en raison de difficultés de coordination avec les partenaires associatifs et d'un manque de suivi adéquat.

En résumé, les cas de Haute Gironde et de Montesquieu illustrent l'importance cruciale d'une gouvernance solide et d'une coordination efficace pour transformer les politiques alimentaires locales. Alors que la diversité des actions et l'engagement communautaire sont des facteurs positifs, la résolution des défis administratifs et logistiques

reste essentielle pour maximiser l'impact des initiatives alimentaires sur le long terme. Ces exemples montrent que la réussite dépend non seulement de la planification stratégique et de l'engagement des parties prenantes, mais aussi de la capacité à surmonter les obstacles opérationnels pour mettre en œuvre des solutions durables et inclusives.

C) Orientations stratégiques pour l'après-Défi Alimentation Positive

À la suite du Défi Alimentation Positive, il devient crucial de définir des orientations stratégiques afin de pérenniser les initiatives lancées et de renforcer leur impact sur le long terme. Cela implique d'identifier les acteurs clés à mobiliser pour soutenir ces actions futures. En parallèle, il est essentiel de mobiliser les ressources nécessaires pour garantir la continuité des programmes en faveur de l'alimentation durable. De plus, des recommandations précises seront élaborées pour améliorer ces programmes, en tenant compte des enseignements tirés du Défi, des défis identifiés lors de sa mise en œuvre et en s'appuyant sur ce qui peut être fait ailleurs. Cette section explorera ainsi les voies à suivre pour consolider et étendre les efforts en faveur d'une alimentation positive et durable.

1. Identification des acteurs clés à mobiliser pour soutenir les initiatives futures

Le PETR CE2M, bien que dynamique dans la promotion de l'alimentation durable à travers des initiatives telles que le Défi Alimentation Positive ou la Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale, présente actuellement des lacunes significatives dans son engagement envers les populations en situation de précarité. Les actions actuelles ciblent principalement la classe moyenne voire supérieure¹¹, reflétant un besoin crucial d'élargir l'impact des programmes pour inclure des stratégies plus inclusives et équitables. Afin de renforcer l'efficacité et l'accessibilité des initiatives futures, il est impératif d'identifier et de mobiliser activement les acteurs clés nécessaires à la soutenabilité et à l'extension de ces actions. Pour assurer le soutien continu des initiatives futures en faveur de l'alimentation positive, il est essentiel d'identifier et de mobiliser divers acteurs clés. Tout d'abord, dans le domaine de la précarité alimentaire, des partenariats stratégiques seront établis avec des entités telles que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), les CdC via son volet social, ainsi que le Département à travers les Maisons du Département des Solidarités. L'intégration du projet départemental d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation, comme suggéré, constituerait également un levier crucial pour adresser cette problématique de manière systémique. De plus, l'implication des associations locales de l'économie sociale et solidaire sera primordiale pour renforcer l'ancrage communautaire et assurer une approche inclusive.

Pour mobiliser efficacement l'ensemble de la population, une approche à plusieurs niveaux serait à adopter. Cela impliquera des collaborations avec les écoles et les parents d'élèves pour intégrer des pratiques alimentaires durables dans l'éducation et les habitudes familiales. La culture et une communication adaptée joueront un rôle clé dans la sensibilisation et l'adhésion du grand public. En partenariat avec le SEMOCTOM, des initiatives seraient à développer pour réduire le gaspillage alimentaire et encourager une

¹¹ D'après les résultats du questionnaire pour les foyers participants au Défi Alimentation Positive 2024

gestion responsable des déchets. De plus, des actions en lien avec la transition écologique, comme des conférences citoyennes, compléteront cette approche globale, visant à promouvoir une alimentation positive et responsable au sein de la communauté.

2. Propositions de financements et de ressources pour assurer la pérennité des actions

Pour assurer la pérennité des actions entreprises, plusieurs propositions de financements et de ressources sont envisagées. Tout d'abord, l'Europe a déjà soutenu financièrement le Défi Alimentation Positive en 2021 et finance actuellement le poste de ma tutrice de stage (coordinatrice de l'Espace Agri'Alim), ce qui représente une source de financement stable. Au niveau national, le PAT du PETR CE2M a récemment obtenu le label Niveau II, positionnant ainsi le territoire pour bénéficier des potentiels financements supplémentaires prévus par le fonds en faveur de la souveraineté et des transitions, annoncé par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Au niveau régional, des financements peuvent être mobilisés à travers le Contrat de Dynamisation et de Cohésion du Territoire ainsi que des initiatives soutenues par l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le Département de la Gironde contribue également à travers sa politique Gironde Alimen'terre, qui accompagne le développement des projets alimentaires de territoire. Bordeaux Métropole, quant à elle, pourrait participer via des appels à projets comme l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour les démonstrateurs territoriaux, et d'autres communautés de communes ou communes pourraient être impliquées pour des actions spécifiques. Enfin, le soutien des fondations privées et le mécénat représentent d'autres sources potentielles de financement pour garantir la continuité des initiatives en faveur d'une alimentation durable et responsable sur le territoire.

3. Recommandations pour l'amélioration des programmes en faveur de l'alimentation durable

Pour améliorer les programmes en faveur de l'alimentation durable, plusieurs recommandations clés peuvent être envisagées. Tout d'abord, il est essentiel de renforcer l'éducation alimentaire dès le plus jeune âge en intégrant des modules spécifiques dans les programmes scolaires. Cela pourrait inclure des initiatives telles que des cours de cuisine éco-responsable, des visites de fermes pédagogiques et des projets de jardins scolaires, en partenariat étroit avec les établissements scolaires et les associations de parents d'élèves. Des exemples inspirants comme celui de Faireco¹², une association qui promeut une consommation responsable et locale à travers des ateliers éducatifs, illustrent l'impact positif de telles initiatives sur l'éducation alimentaire des jeunes générations.

Parallèlement, il est crucial d'accroître l'accessibilité à une alimentation durable en soutenant activement les circuits courts et les marchés de producteurs. Le PETR peut encourager l'installation de points de vente de produits locaux et aider à rendre ces produits plus accessibles à tous les habitants, favorisant ainsi des choix alimentaires plus durables au quotidien.

¹² Association Faireco : <https://faireco-asso.fr/>

Promouvoir l'engagement communautaire est également essentiel. En créant des plateformes de collaboration entre les acteurs locaux tels que les producteurs, les restaurateurs, les associations et les citoyens, il est possible de faciliter l'échange de connaissances, de soutenir la mise en œuvre de projets collaboratifs et de co-créeer des solutions innovantes pour une alimentation plus durable et équitable.

Un autre aspect important est de renforcer les politiques publiques locales en matière d'alimentation durable. « En effet, le renouvellement des politiques alimentaires locales (Lamine et al., 2012) induit des modes de gouvernance inédits là où prédominaient l'État et le marché » (Le Bel et Lardon, 2022). Cela implique de soutenir activement l'élaboration et la mise en œuvre de politiques alimentaires locales ambitieuses, alignées sur les objectifs de développement durable et intégrant les principes de durabilité dans les décisions politiques locales.

Pour réduire le gaspillage alimentaire, il est recommandé de développer des programmes innovants à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Cela comprend la promotion de la collecte sélective des déchets organiques, le compostage à grande échelle et l'utilisation des biodéchets pour la production d'énergie ou d'engrais, contribuant ainsi à une gestion plus responsable des ressources alimentaires.

En parallèle, il est crucial de soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine de l'alimentation durable. Encourager le développement de nouvelles technologies, de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de procédés de transformation alimentaire durables peut stimuler l'innovation et renforcer les capacités locales dans ce domaine crucial.

Enfin, évaluer régulièrement les programmes en faveur de l'alimentation durable et partager les bonnes pratiques au sein du territoire ainsi qu'avec d'autres communautés sont des démarches essentielles pour améliorer continuellement l'efficacité des initiatives. Sensibiliser les citoyens aux impacts de leurs choix alimentaires, par le biais de campagnes d'information et d'éducation, peut également jouer un rôle déterminant pour promouvoir une consommation plus responsable et éclairée.

Il est aussi primordial de prendre en compte les retours des participants aux Défis. En intégrant leurs suggestions, comme la proposition d'ateliers DIY pour la fabrication de lessives et de dentifrice, il est possible de diversifier les thématiques abordées au-delà de l'alimentation. Cette approche permet de toucher un public plus large et d'améliorer les pratiques environnementales et de consommation au quotidien. En répondant à cette demande croissante pour des alternatives durables dans différents aspects de la vie quotidienne, les programmes peuvent mieux répondre aux besoins variés des communautés, renforçant ainsi leur impact global sur la durabilité et la qualité de vie. En adoptant ces recommandations de manière intégrée et collaborative, il est possible de créer un environnement favorable à une alimentation durable, répondant aux défis actuels tout en préparant un avenir alimentaire plus équitable et respectueux de l'environnement.

Conclusion

Pour conclure, l'étude approfondie du PAT du Cœur Entre-deux-Mers et des actions menées par le Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers révèle une approche prometteuse pour promouvoir une alimentation responsable et durable au niveau local. L'analyse des stratégies de sensibilisation à l'alimentation durable déployées par le PETR met en évidence plusieurs facteurs clés de réussite. Tout d'abord, le Défi Alimentation Positive se distingue comme une initiative participative et engagée, mobilisant efficacement une partie des habitants du territoire pour adopter des pratiques alimentaires plus responsables. Cette approche témoigne de l'importance cruciale de l'implication communautaire dans la promotion des changements de comportement alimentaire. Le PETR CE2M démontre également une capacité remarquable à coordonner les politiques et les ressources à différentes échelles, malgré les défis rencontrés. Cette coordination efficace est essentielle pour garantir la viabilité et l'impact des actions entreprises, notamment en matière de diversification agricole et de promotion des circuits courts. En intégrant divers acteurs tels que les agriculteurs, les collectivités locales, les associations et les consommateurs, le PETR parvient à créer un écosystème collaboratif propice à l'innovation et à la durabilité alimentaire.

Cependant, plusieurs faiblesses et points à corriger ont été identifiés. Tout d'abord, l'implication variable des élus locaux constitue un obstacle majeur. Certaines communes, notamment les communes dotoirs et les zones rurales éloignées, montrent des niveaux d'engagement inégaux, ce qui impacte la cohésion et l'efficacité des initiatives communautaires. Pour corriger cela, il est essentiel de renforcer la motivation des élus locaux, par des programmes de formation continue et des incitations spécifiques, par exemple. L'expérience a également mis en lumière les difficultés spécifiques rencontrées par les petites communes dans la gestion des projets communautaires, notamment en termes de ressources humaines et financières limitées. Pour pallier ces difficultés, il serait pertinent d'envisager des mécanismes de soutien financier ciblés et de mutualisation des ressources entre communes. De plus, la baisse des inscriptions à certaines initiatives, comme le Défi Alimentation Positive, souligne la nécessité d'une communication plus efficace et d'une sensibilisation accrue pour maintenir l'intérêt et la participation des citoyens.

Pour répondre à la problématique posée sur la conception et la mise en œuvre de politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable, il apparaît crucial que les collectivités adoptent une approche intégrée et multi-acteurs. « Pierre Calame (2015) pose comme « principe général de gouvernance qu'il est indispensable de développer les moyens d'une gouvernance à plusieurs niveaux, en rupture avec le jeu auquel se livrent les collectivités territoriales pour se redistribuer compétences et recettes fiscales. [...] Cette pratique de l'apprentissage en commun, comme celle du partenariat entre acteurs publics et privés, fait en outre partie de ce que nous avons appelé le capital immatériel des territoires : l'ensemble de ces modes de coopération entre acteurs ou entre collectivités fournit des enseignements durables, qu'il est possible de mobiliser chaque fois que la communauté se trouve confrontée à de nouveaux défis » (Le Bel et Lardon, 2022). Les leçons tirées du PAT du Cœur Entre-deux-Mers soulignent l'importance de la gouvernance participative, de la formation continue et de l'évaluation régulière des initiatives. Ces politiques doivent être adaptatives pour s'aligner avec les besoins évolutifs du territoire et tenir compte des spécificités locales et des ressources disponibles.

En conclusion, en s'appuyant sur les réussites et les défis identifiés, les collectivités locales peuvent progresser vers une alimentation plus durable en favorisant l'éducation, l'accès à des produits locaux et la réduction de l'empreinte écologique des systèmes alimentaires. Ce chemin vers une alimentation responsable nécessite un engagement continu, une collaboration renforcée et une vision à long terme pour créer des communautés plus résilientes et conscientes de leur impact environnemental et social. « Bien que le lien de causalité ne soit pas systématique, les travaux de MacRae et Donahue (2013) [...] suggèrent que les initiatives fortement branchées sur l'administration municipale sont plus facilement en mesure d'atteindre leurs objectifs » souligne P. Bissardon et M. Boulianne (2026). Cependant, il est crucial de considérer le jeu des échelles pour comprendre pleinement l'impact et la viabilité des initiatives locales. Si les actions menées à l'échelle locale, comme celles du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers, sont prometteuses et essentielles, elles ne peuvent suffire à elles seules. L'implication des échelons régionaux, nationaux, voire européens, est indispensable pour soutenir et amplifier ces initiatives. En effet, des politiques coordonnées à plus grande échelle peuvent fournir les ressources, la réglementation et le cadre stratégique nécessaires pour renforcer les efforts locaux. Pour aller plus loin, il serait nécessaire d'adopter une approche intégrée qui inclut des politiques publiques favorisant la durabilité alimentaire à tous les niveaux de gouvernance. Cela implique non seulement des financements adéquats, mais aussi une législation soutenant les circuits courts, la diversification agricole et la réduction des inégalités d'accès à une alimentation saine. Les petites communes, en particulier, pourraient bénéficier de mécanismes de soutien financier et technique pour surmonter leurs limitations. En somme, si les initiatives locales sont essentielles et montrent des résultats prometteurs, elles doivent être soutenues par des politiques cohérentes et des actions concertées à des échelles plus larges pour aboutir à une transition alimentaire véritablement durable. Une vision globale et une collaboration multi-niveaux permettront de créer un système alimentaire plus résilient et équitable, capable de répondre aux défis environnementaux et sociaux à venir.

Malgré les progrès significatifs réalisés dans le déploiement d'actions pour développer l'alimentation responsable au sein du territoire du Cœur Entre-deux-Mers, une question cruciale persiste : comment atteindre efficacement les populations les plus précaires ? Ces communautés, souvent confrontées à des défis socio-économiques complexes, peuvent être plus vulnérables aux impacts négatifs des systèmes alimentaires non durables. « L'objectif de la lutte contre la précarité alimentaire est de créer les conditions pour que chacun, y compris les personnes en situation de précarité, ait la possibilité de choisir une alimentation de bonne qualité. » (Sèze, 2022). La capacité à engager et à soutenir activement ces groupes dans la transition vers des pratiques alimentaires plus durables reste un enjeu majeur pour les collectivités locales et les acteurs impliqués dans la gouvernance alimentaire. « Des centaines de milliers de ménages « qu'on ne voit ni dans les associations, ni dans les centres communaux d'action sociale (CCAS), soit parce qu'ils ne souhaitent pas dépendre d'une aide, soit parce qu'ils ne sont pas assez pauvres pour y être éligibles, n'ont pas les moyens de bien se nourrir » » (Sèze, 2022). En abordant cette question, nous pourrions non seulement élargir l'impact de nos initiatives, mais également garantir une véritable inclusivité dans nos efforts pour construire des systèmes alimentaires résilients et équitables. Cette réflexion nous invite donc à explorer de nouvelles approches et partenariats stratégiques afin de surmonter ces obstacles et de faire avancer notre vision commune d'une alimentation durable pour tous.

Références bibliographiques

- Azoulai L., Dalmais M., Martin T., 2022. « Pour une politique agricole fruit d'une démocratie dans l'alimentation ». *Pour*, 243 (2), p. 121-127. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-pour-2022-2-page-121.htm>
- Banzo M., Corade N., Lemarié-Boutry M., 2022. « Que se cache-t-il derrière le T des PAT (Projets Alimentaires Territoriaux) ? Une analyse à partir de trois projets néo-aquitains ». *Économie rurale*, 382 (4), p. 95-110. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn.info/revue-economie-rurale-2022-4-page-95.htm>
- Baujard B., Dedeire M., 2023. « Les intercommunalités et les politiques alimentaires territoriales : essai de typologies de leur sensibilité territoriale dans le département de l'Hérault (France) ». *Annales de géographie*, 749-750 (1-2), p. 38-63. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-Annales-de-geographie-2023-1-page-38.htm>
- Bissardon P., Boulianne M., 2016. « Gouvernance alimentaire territorialisée. Le cas des collectivités canadiennes ». In : P. Mundler (éd.), *Alimentation et proximités. Jeux d'acteurs et territoires*. Dijon cedex, Educagri éditions, « Transversales », p. 323-341. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/alimentation-et-proximites--9791027500826-page-323.htm>
- Bodiguel L., 2022. « Face à l'urgence climatique, réinventer le système juridique agricole et alimentaire ». *Revue juridique de l'environnement*, HS21, p. 149-166. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-juridique-de-l-environnement-2022-HS21-page-149.htm>
- Bré-Garnier M., 2021. « De l'appropriation d'un dispositif d'éducation à l'environnement. Le « Défi Familles A Alimentation Positive (FAAP) » s'exporte dans le quartier « sensible » des Fontbarlettes (Valence, Drôme) ». *Pour*, 239 (1), p. 233-245. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-pour-2021-1-page-233.htm>
- Cordellier S., Mengin J., 2009. « Les associations agricoles et rurales, l'État et les politiques publiques ». *Pour*, 201 (2), p. 51-68. [En ligne]. Disponible sur :
<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-pour-2009-2-page-51.htm>

- Delbello M., 2019. « Alimentation positive : défi et des faits ». *Sesame*, 6 (2), p. 56-57. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-sesame-2019-2-page-56.htm>

- Dellier J., Chevallier M., Garnier E. et al., 2022. « Analyser et accompagner la gouvernance alimentaire territoriale : les apports du jeu sérieux « l'Alimentation locale en projet » ». *Norois*, 262 (1), p. 115-134. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-norois-2022-1-page-115.htm>

- Epaud G., 2022. « Une coopérative habitante de paysage (CHP) en Haute Gironde : agir ensemble pour un projet alimentaire territorial ». *Norois*, 262 (1), p. 151-168. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-norois-2022-1-page-151.htm>

- Lacoste Y., 2014. « La mise en place d'un puissant concept-obstacle : la « région » ». In : Y. Lacoste (dir.), *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », p. 105-118. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/la-geographie-ca-sert-d-abord-a-faire-la-guerre--9782707178367-page-105.htm>

- Lacoste Y., 2014. « L'escamotage du problème capital des échelles, c'est-à-dire de la différenciation des niveaux d'analyse ». In : Y. Lacoste (dir.), *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », p. 119-129. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/la-geographie-ca-sert-d-abord-a-faire-la-guerre--9782707178367-page-119.htm>

- Lamine C., Chiffolleau Y., 2012. « Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires : dynamiques et défis ». *Pour*, 215-216 (3-4), p. 85-92. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-pour-2012-3-page-85.htm>

- Le Bel P.M., Lardon Sylvie, 2022. « Introduction – Les défis de la gouvernance alimentaire : rapports de force, précarité et participation citoyenne », *Norois*, 262 (1), p. 7-13. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-norois-2022-1-page-7.htm>

- Mairal J.C., 2007. « Repenser l'organisation territoriale de la France », *Pour*, 194, p. 10-12. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-pour-2007-2-page-10.htm>

- Néel C., Perrin C., Soulard C.-T., 2023. « Construire un projet alimentaire territorial en milieu rural : enjeux et spécificités dans deux pays de l'Hérault ». *Annales de géographie*, 749-750 (1-2), p. 14-37. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-annaes-de-geographie-2023-1-page-14.htm>
- Nougaredes B., Giraud S., Clément C. et al., 2022. « Construire un système alimentaire territorial durable. Chronique d'une concertation territoriale en pays cœur d'Hérault, France ». *Norois*, 262 (1), p. 79-99. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-noroi-2022-1-page-79.htm>
- Poulot M., Legouy F., 2023. « Les routes des paysages culturels alimentaires : lectures politiques, économiques ». *Politiques agricoles*, 12 (2), p. 21-45. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-politiques-agricoles-2023-1-page-21.htm>
- Sèze B., 2022. « La lutte contre la précarité alimentaire », *Études*, p. 43-54. [En ligne]. Disponible sur : <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-etudes-2022-2-page-43.htm>

Sitographie

- Association Faireco. Disponible sur : <https://faireco-asso.fr/> [Consulté en juin 2024].
- Glossaire Géoconfluences. Disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/> [Consulté en juin 2024].
- La stratégie de développement du territoire Coeur-Entre-Deux-Mers. Disponible sur : <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/documents-strategiques/la-strategie-de-developpement-du-territoire-coeur-entre-deux-mers> [Consulté en mai 2024].
- Pôle Territorial du Coeur Entre-deux-Mers. Disponible sur : <https://www.coeurentre2mers.com/> [Consulté en février 2024].

Table des figures

Figure 1 : La pluralité d'acteurs, une difficulté majeure du PETR Coeur Entre-deux-Mers

Figure 2 : Une répartition inégale des communes parmi les 5 CdC

Figure 3 : L'attractivité de la métropole bordelaise, un phénomène de périurbanisation

Figure 4 : Une diversité d'actions au service du développement local

Figure 5 : Une pluralité de financeurs, source : Rapport d'activité 2023 PETR Coeur Entre-deux-Mers

Figure 6 : Logo officiel PAT, source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Figure 7 : Des financements multiscaires pour une action à petite échelle, source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Figure 8 : Une diminution des inscriptions, le tableau récapitulatif du nombre de foyers et de communes participants chaque année au Défi

Figure 9 : La première édition du Défi, une répartition inégale sur le territoire

Figure 10 : La seconde édition du Défi, l'avantage d'un territoire réduit

Figure 11 : La troisième édition du Défi, une participation inégale entre les 2 CdC

Figure 12 : Le bilan positif des consommations des participants

Figure 13 : La réduction des déchets grâce à la sensibilisation

Figure 14 : Un coût repas en diminution quasi constante

Figure 15 : Une participation en baisse ?

Figure 16 : Entre engagement et implication, un territoire fracturé en deux

Figure 17 : La récurrence des communes actives, des nettes disparités

Figure 18 : Autres activités réalisées durant mon stage

Table des photographies

Photographie 1 : Atelier jardinage pour les enfants et les adultes lors du Défi Alimentation Positive 2024. Prise le 20/04/24 par une personne participante au Défi, aux Jardins Potagers de Pomarède (Langoiran, Gironde).

Photographie 2 : Rencontre avec l'ESAT du Puch lors de la Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale en Entre-deux-Mers en 2023. Prise le 18/06/23 par Marine Hurtaud au jardin partagé Victor Hugo (Sauveterre-de-Guyenne, Gironde).

Photographie 3 : Lancement de l'édition 2024 de la Fête de l'Agriculture et de l'Alimentation locale en Entre-deux-Mers au marché de Sadirac. Photo prise le 07/06/24 par Rosmina Kenihero Feruzi sous la halle André Lapailherie (Sadirac, Gironde).

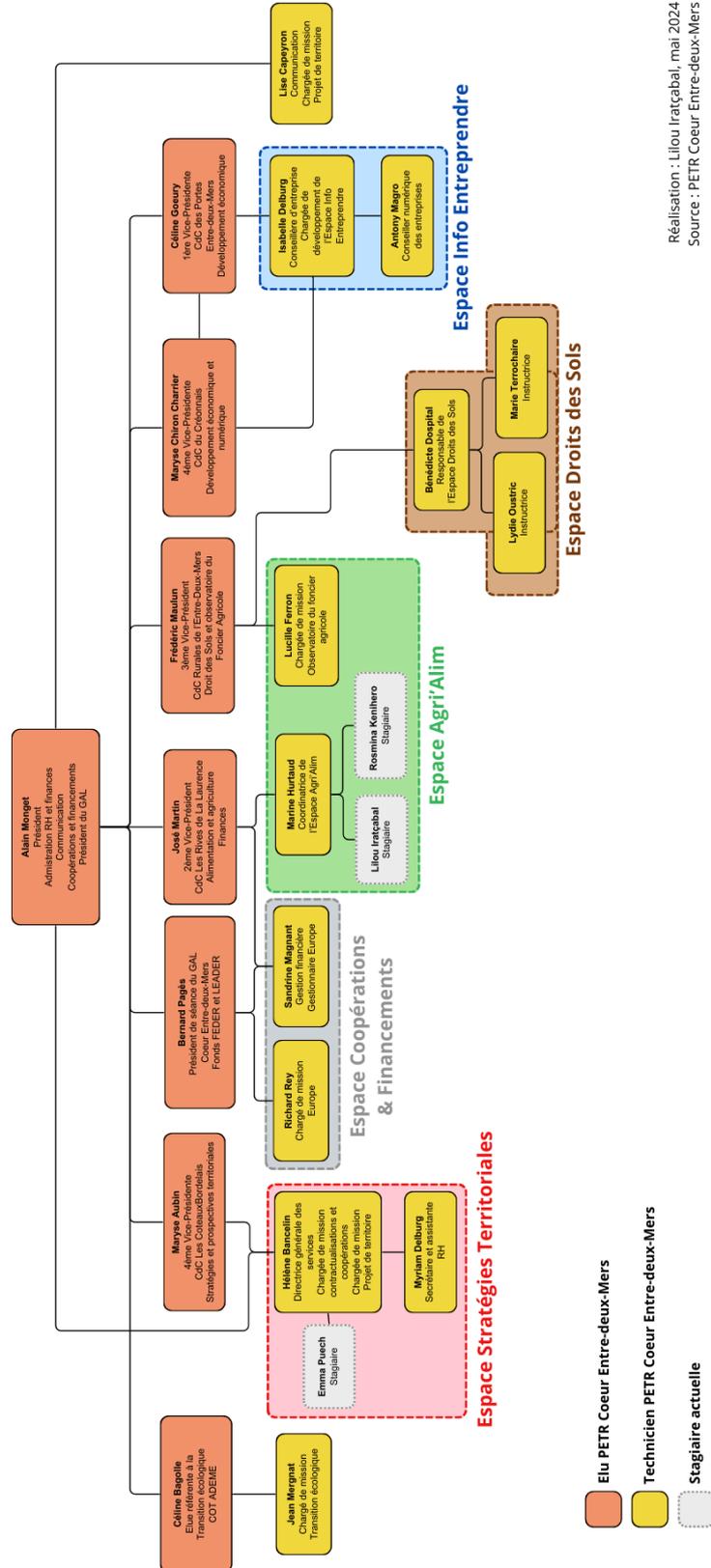
Photographie 4 : Soirée de remise des prix du challenge mensuel d'avril. Prise le 14/05/2024 par Lise Capeyron (chargée de communication au PETR CE2M), aux Jardins Potagers de Pomarède (Langoiran, Gironde).

Photographie 5 : Balade avec les chèvres de Jean-Pierre Silvestrini. Prise le 03/04/24 par Rosmina Kenihero Feruzi à Saint-Genès-de-Lombaud (Gironde).

Photographie 6 : Démonstration par Jean-Pierre Silvestrini de fabrication de fromage de chèvre. Photo prise par une participante au Défi Alimentation Positive à Saint-Genès-de-Lombaud (Gironde).

Annexes

Annexe 1 : Organigramme du PETR Coeur Entre-deux-Mers, du point de vue de Lilou Iratçabal



Réalisation : Lilou Iratçabal, mai 2024
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Annexe 2 : Comité de pilotage du PAT Coeur Entre-deux-Mers

Collectivités locales et organismes publics	PETR Coeur Entre-deux-Mers	Organismes professionnels	Chambre d'Agriculture Gironde	Initiatives citoyennes	<i>Epiceries Sociales et Solidaires</i>
	CdC Coteaux Bordelais		ADAR Des 2 Rives Cadillac-Créon		Entre-deux-Mers Tourisme
	CdC Créonnais		ADAR Monségur-Sauveterre		Le Bocal Local
	CdC Portes E2M		AGAP 33		Biotimarrons et réseau KATANTON
	CdC Rurales E2M		SAFER		SCIC Entre2Mondes
	CdC Secteur de St-Loubès		Jeunes Agriculteurs Gironde		ADEEM et réseau KATANTON
	Pays et Quartiers Nouvelle-Aquitaine		Terre de Liens		
	Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine		Agrobio Gironde		
	Conseil Département Gironde		CCI Bordeaux Gironde		
	DRAAF Nouvelle-Aquitaine		CMA Gironde		
			Interbio Nouvelle-Aquitaine		
	CIVAM PPML				

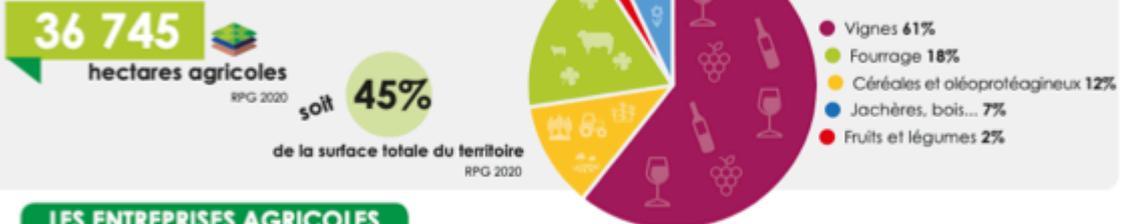
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Annexe 3 : Panorama de l'agriculture sur le Coeur Entre-deux-Mers (2023)

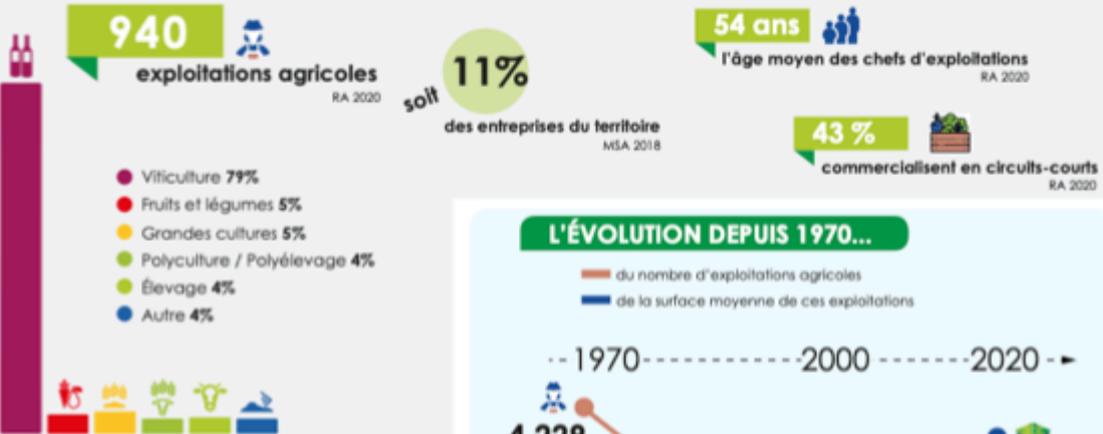
PANORAMA DE L'AGRICULTURE SUR LE CŒUR ENTRE-DEUX-MERS

PÔLE TERRITORIAL
CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
ESPACE AGRICOLE

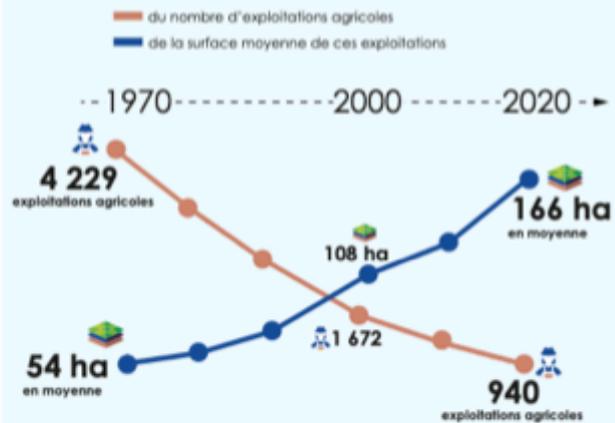
LA SURFACE AGRICOLE



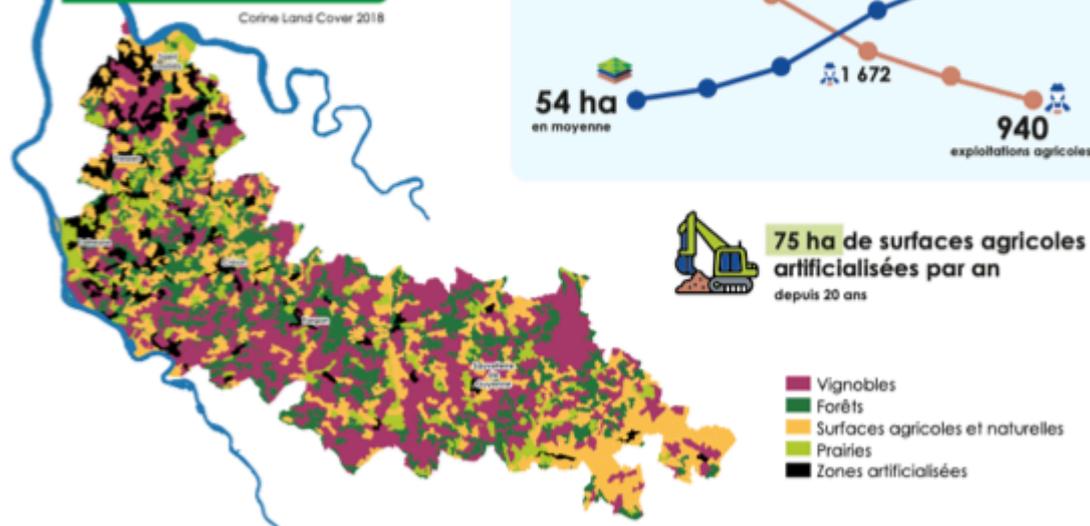
LES ENTREPRISES AGRICOLES



L'ÉVOLUTION DEPUIS 1970...



OCCUPATION DES SOLS



Réalisation : Marine Hurtaud, 2023
Source : PETR Coeur Entre-deux-Mers

Annexe 4 : Questionnaire envoyé aux participants des éditions 2022 et 2023 pour connaître leurs habitudes alimentaires, après leur Défi respectif

En quelle année avez-vous participé au Défi Alimentation Positive ?

2022

2023

Si vous vous en souvenez, par quel(s) moyen(s) avez-vous entendu parlé du défi avant de vous inscrire ?

Gardez-vous un bon souvenir du défi ?

Oui

Non

Pourquoi ?

Est-ce que vos habitudes alimentaires ont évolué suite au défi ?

Oui

Non

Si oui, c'est-à-dire ? [Ex : plus de produits bio, locaux, éthique, etc.]

Si non, pourquoi ?

Si vos habitudes alimentaires ont évolué pendant le défi, avez-vous gardé ces habitudes sur un temps long ?

Oui, encore aujourd'hui

Oui, quelques mois

Oui, quelques jours

Non

Suite au défi, avez-vous parlé d'alimentation durable/de qualité à votre entourage (familles, amis, etc.) ?

Oui

Non

Nous cherchons à renouveler les actions de sensibilisation sur l'alimentation durable auprès du grand public. Si vous deviez imaginer une action de sensibilisation, autre que le Défi, que feriez-vous ?

Ex : action longue durée, action courte durée, conférence, débat, fresque, etc.

Si vous aviez l'occasion, retenteriez-vous l'aventure du défi ?

Oui

Non

Pourquoi ?

Avez-vous entendu parlé du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers depuis le défi ?

Oui

Non

Si oui, dans quel cas ?

Sur quelle commune habitez-vous ?

De combien de personnes est composé votre foyer ? (nombre d'adulte et d'enfant)

Si vous avez des remarques, suggestions ou autre à nous transmettre, c'est le moment !

Annexe 5 : Questionnaire envoyé aux participants de l'édition 2024

Votre foyer

Votre équipe

Les A'Yer'is

Les Petits Déchets

Les Mim'Œufs

Votre commune

Burech

Comblaines-et-Meynac

Créon

La Sevre

Langoiran

Latresne

Quinauc

Sadrac

Saint-Coprais

Saint-Genis-de-Lombard

Tebasac

Villeneuve-de-Rions

Votre nom (surnom)

Les temps forts du Défi

Pendant le défi, par quel(s) moyen(s) vous êtes-vous informé(s) des temps forts ?

Qu'avez-vous pensé du rythme, de la clarté et de la qualité des communications pour les ateliers ?

Avez-vous fait la connaissance d'autres foyers participants au défi ?

Oui

Non

Des temps conviviaux ont-ils été organisés hors défi ?

Oui

Non

Pendant le défi, avez-vous participé à des ateliers* ?

*cuisine, jardinage, escape game, compostage, visite de ferme

Oui

Non

Lesquel(s) ?

cuisine compostage jardinage escape game visite de fermes visite magasin de producteurs Autre...

Quel atelier vous a le plus plu ? Pourquoi ?

Quel atelier vous a le moins plu ? Pourquoi ?

Les ateliers proposés étaient-ils adaptés à votre foyer ? Pourquoi ?

Si vous deviez retirer un atelier : lequel et pourquoi ?

Auriez-vous souhaité un ou d'autres types d'ateliers ? Pourquoi ? (Si oui lesquels ?)

Qu'avez-vous pensé des jours et horaires des ateliers ?

Si l'horaire de certains ateliers proposés, indiquez le ou décrivez dans...

Les lieux proposés pour les ateliers étaient-ils bien accessibles ? Si non, précisez lesquels et expliquez pourquoi.

Noter à tracer, aménager,...

Qu'avez-vous pensé du rythme du défi ?

Quelles difficultés avez-vous rencontrées dans le cadre du défi ?

Votre budget consacré à l'alimentation

Avez-vous réalisé le relevé d'achat numéro 1 ?

Oui

Non

Avez-vous réalisé le relevé d'achat numéro 2 ?

Oui

Non

Avez-vous rencontré des difficultés lors de la saisie des achats ?

Oui

Non

Lesquelles ?

Au cours du défi, votre budget consacré à l'alimentation a selon vous :

baissé

augmenté

N'a pas changé

D'après vous, votre budget consacré à l'alimentation est en général :

Très important

Important
 Moyen
 Faible
 Très faible

[Adulte 1 de votre foyer] Avez-vous un emploi ?

Oui
 Non
 Etudiant(e)
 Retraité(e)
 Autre...

À quelle catégorie socioprofessionnelle appartenez-vous ?

Agriculteur(-rice)
 Artisan(e), commerçant(e), chef(fe) d'entreprise
 Cadre
 Profession intermédiaire
 Employé(e)
 Ouvrier(-ière)
 Autre...

[Adulte 2 de votre foyer] Avez-vous un emploi ?

Oui
 Non
 Etudiant(e)
 Retraité(e)
 Autre...

À quelle catégorie socioprofessionnelle appartenez-vous ?

Agriculteur(-rice)
 Artisan(e), commerçant(e), chef(fe) d'entreprise
 Cadre
 Profession intermédiaire
 Employé(e)
 Ouvrier(-ière)
 Autre...

Au sein de votre foyer : à combien estimez-vous votre revenu mensuel net* ?

Moins de 2000 €
 Entre 2000 et 4000 €
 Entre 4000 et 6000 €
 Entre 6000 et 7000 €
 Entre 7000 et 8000 €
 Plus de 8000 €

Cette donnée sera traitée à des fins statistiques et sera anonymisée.
 * calcul que vous percevez réellement à la fin du mois, après impôts et taxes
 Les chiffres proposés sont le total de votre foyer

Votre alimentation durant le défi

Le slogan du défi est "Bien manger sans dépenser plus", qu'en pensez-vous ?

Quelle était votre vision de l'alimentation biologique avant de commencer le défi ?

Une alimentation chère, accessible seulement à des personnes aisées Une alimentation accessible à tous Une façon de préserver l'environnement
 Une alimentation qui rémunère les agriculteurs au juste prix Une alimentation bénéfique à votre santé Une alimentation facile d'accès
 Une alimentation difficile d'accès, seulement dans des lieux spécifiques (magasins biologiques, ...) Autre...

Quelle est votre vision de l'alimentation biologique maintenant que le défi est terminé ?

Une alimentation chère, accessible seulement à des personnes aisées Une alimentation accessible à tous Une façon de préserver l'environnement
 Une alimentation qui rémunère les agriculteurs au juste prix Une alimentation bénéfique à votre santé Une alimentation facile d'accès
 Une alimentation difficile d'accès, seulement dans des lieux spécifiques (magasins biologiques, ...) Autre...

Pour vous, que signifie manger "local" ?

Quelle était votre vision de l'alimentation locale avant de commencer le défi ?

Une alimentation chère, accessible seulement à des personnes aisées Une alimentation accessible à tous Une façon de préserver l'environnement
 Une alimentation qui rémunère les agriculteurs au juste prix Une alimentation bénéfique à votre santé Une alimentation facile d'accès
 Une alimentation difficile d'accès, seulement dans des lieux spécifiques (magasins biologiques, ...) Autre...

Quelle est votre vision de l'alimentation locale maintenant que le défi est terminé ?

Une alimentation chère, accessible seulement à des personnes aisées Une alimentation accessible à tous Une façon de préserver l'environnement
 Une alimentation qui rémunère les agriculteurs au juste prix Une alimentation bénéfique à votre santé Une alimentation facile d'accès
 Une alimentation difficile d'accès, seulement dans des lieux spécifiques (magasins biologiques, ...) Autre...

Pendant le défi, vos lieux d'approvisionnement alimentaire ont-ils évolué ?

J'ai réduit mes achats en grande surface J'ai augmenté mes achats en magasins spécialisés (boulangerie, boucherie, épicerie...)
 J'ai augmenté mes achats en circuits courts (marchés ou magasins de producteurs, portiers fermiers, vente chez le producteur...) J'ai augmenté ma consommation de produits issus du jardin
 Je n'ai pas particulièrement modifié mes lieux d'approvisionnement alimentaire Autre...

Pendant le défi, vos habitudes d'achats alimentaires ont-elles évolué ?

J'ai augmenté ma part de produits de saison J'ai augmenté ma part de produits bio J'ai augmenté ma part de produits labellisés de qualité (label rouge, IGP, AOP, laitade...)

J'ai augmenté ma part de produits locaux J'ai augmenté ma part de produits en vrac Je n'ai pas particulièrement modifié mes habitudes d'achats alimentaires Autre...

Pendant le défi, la composition de votre assiette a-t-elle évolué ?

J'ai davantage cuisiné J'ai réduit ma consommation de produits préparés (burgers, conserves...) J'ai réduit ma consommation de produits commandés (snack ou sans livraison)

J'ai réduit ma consommation de viande J'ai réduit ma consommation de poisson J'ai augmenté ma consommation de fruits et légumes

J'ai augmenté ma consommation de légumineuses J'ai augmenté ma consommation de céréales complètes Je n'ai pas particulièrement modifié la composition de mon assiette

Autre...

Avant le défi, vous sentez-vous concerné(e) par la question de l'alimentation ?

Oui

Non

De quelle manière concrètement ? Pourquoi ?

Vous sentez-vous d'avantage concerné(e)s par la question de l'alimentation depuis le défi ?

Oui

Non

De quelle manière par exemple ?

Bilan du défi

Avez-vous appris des choses durant le défi ?

Oui

Non

Lesquelles par exemple ?

Avec le défi, avez-vous mis en place des choses concrètes chez vous ?

Oui

Non

Lesquelles par exemple ?

Pensez-vous que le défi aura un impact durable sur votre alimentation ?

Oui

Non

De quelle manière ? Pourquoi ?

Pendant le défi, qu'est-ce qui vous a posé le plus de soucis et pourquoi ?

Le défi se termine. Vous êtes-vous fixé(e) un ou plusieurs objectif(s) pour la suite ?

Oui

Non

Lesquel(s) par exemple ?

Avant votre inscription, comment aviez-vous entendu parler du défi ?

Avez-vous déjà parlé du défi à votre entourage (hors les participants de votre foyer) ?

Oui

Non

Conseilleriez-vous à votre entourage de participer au défi ?

Oui

Oui et je l'ai déjà fait

Non

Pourquoi ?

Parmi votre entourage, certains souhaiteraient-ils participer à l'expérience du défi ?

Oui

Non

Je ne sais pas

Avec le recul, reletteriez-vous l'ouverture du défi ?

Oui

Non

Pourquoi ?

Avez-vous des remarques/suggestions (mots doux ou non) à nous faire pour ? Quels conseils auriez-vous pour notre prochaine édition du Défi ?

Annexe 6 : Guides d'entretien pour les acteurs du Coeur Entre-deux-Mers

Entretien Elu Pôle Territorial CE2M

Bonjour, je m'appelle Lilou Iratçabal. Je suis actuellement stagiaire au Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers et co-organisatrice du Défi Alimentation Positive 2024. Dans le cadre du Master 1 ADRET (Alimentation Durable et Résilience Territoriale), je dois réaliser un mémoire, celui ci ayant comme sujet : "Comment les collectivités peuvent concevoir et mettre en oeuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable afin de promouvoir des habitudes durables sur le territoire ?". C'est pourquoi j'ai voulu rencontrer les acteurs du territoire et je vous remercie du temps que vous m'accordez.

Ce questionnaire peut être anonyme

lilouirat@gmail.com [Changer de compte](#) 

 Non partagé

Présentez-vous, votre fonction

Votre réponse

Présentez le Pôle territorial

Votre réponse

Comment qualifieriez vous la situation du territoire du Coeur Entre-deux-Mers en terme d'alimentation ?

Votre réponse

D'après vous, comment le Pôle est bénéfique au territoire ?

Votre réponse

Le Pôle connaît-il des limites quant à son apport sur le territoire ? Si oui, lesquelles ? Si non, pourquoi ?

Votre réponse

Plus précisément concernant le Défi Alimentation Positive, pouvez-vous me donner votre avis/retours sur les défi précédents

Votre réponse

Ainsi que sur le Défi 2024, de cette année

Votre réponse

De 1 à 10, d'après vous, notez l'utilité du Défi sur le territoire

1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10

Avez-vous des suggestions quant aux prochaines actions à mener (Défi, mais pas que)

Votre réponse

[Envoyer](#) [Effacer le formulaire](#)

Entretien Elu/Chargé de mission du territoire Coeur Entre-deux-Mers

Bonjour, je m'appelle Lilou Iratçabal. Je suis actuellement stagiaire au Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers et co-organisatrice du Défi Alimentation Positive 2024. Dans le cadre du Master 1 ADRET (Alimentation Durable et Résilience Territoriale), je dois réaliser un mémoire, celui-ci ayant comme sujet : "Comment les collectivités peuvent concevoir et mettre en oeuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable afin de promouvoir des habitudes durables sur le territoire ?". C'est pourquoi j'ai voulu rencontrer les acteurs du territoire et je vous remercie du temps que vous m'accordez.

Ce questionnaire peut être anonyme

lilouirat@gmail.com [Changer de compte](#)

Non partagé

Présentez-vous, votre fonction

Votre réponse

Quels sont les enjeux autour de l'alimentation dans votre mission ?

Votre réponse

Pour vous, que signifie "alimentation durable" ?

Votre réponse

Selon vous, pourquoi c'est important (ou pas) de sensibiliser à l'alimentation durable ?

Votre réponse

Quel lien avez-vous avec le Pôle Territorial CE2M ? Est-ce que vous avez des projets en commun ?

Votre réponse

Pour vous, le Pôle Territorial CE2M est-il bénéfique à votre Cdc ? Pouvez-vous préciser

Votre réponse

Quelles sont selon vous les limites des actions du pôle sur votre territoire ?

Votre réponse

Qu'attendez-vous du Pôle Territorial CE2M sur les enjeux d'alimentation/d'agriculture ?

Votre réponse

De 1 à 10, d'après vous, notez l'utilité du Pôle sur le territoire

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10

De 1 à 10, d'après vous, notez l'utilité du service agr'alim sur le territoire

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10

Avez-vous des remarques, recommandations ?

Votre réponse

Envoyer

Effacer le formulaire

Entretien chargé(e) de mission alimentation

Bonjour, je m'appelle Lilou Iratçabal. Je suis actuellement stagiaire au Pôle Territorial Coeur Entre-deux-Mers et co-organisatrice du Défi Alimentation Positive 2024. Dans le cadre du Master 1 ADRET (Alimentation Durable et Résilience Territoriale), je dois réaliser un mémoire, celui ci ayant comment sujet :

"Comment les collectivités peuvent concevoir et mettre en oeuvre des politiques de sensibilisation à l'alimentation responsable afin de promouvoir des habitudes durables sur le territoire ?".

C'est pourquoi j'ai voulu rencontrer les acteurs des PAT et je vous remercie du temps que vous m'accordez.

Ce questionnaire peut être anonyme

lilouirat@gmail.com [Changer de compte](#)



 Non partagé

Présentez-vous, votre structure, vos missions

Votre réponse

Quelles sont les actions menées en lien avec l'alimentation et l'agriculture ?

Votre réponse

Au niveau de la gouvernance, pouvez-vous m'expliquer son organisation au sein de votre structure ? (gestion, relation, difficultés,...)

Votre réponse

Quel lien avez-vous avec le Pôle Territorial CE2M ? Est ce que vous avez des projets en commun ?

Votre réponse

Envoyer

[Effacer le formulaire](#)

Annexe 7 : Tableau récapitulatif des missions du stage, extrait de l'offre de stage

Missions	Tâches
<p>Animation du Défi Alimentation Positive 2024 et lien avec la coordinatrice sur les autres missions de l'espace Agri'Alim (40%)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les foyers participant au Défi Alimentation. - Communiquer auprès des foyers sur les différentes étapes du Défi. - Motiver et soutenir les foyers pendant les périodes de relevés d'achats. - Organiser des temps conviviaux pour les foyers, tels que des repas et des jeux. - Informer les foyers sur des astuces et actualités liées à l'alimentation durable via des ateliers et des supports informatifs.
<p>Co-organisation du Défi dans son ensemble (40%)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Co-construire et co-organiser les temps forts du Défi, y compris des ateliers de sensibilisation, des visites de fermes, et les événements de lancement et de clôture. - Participer à la communication globale du Défi Alimentation. - Travailler en partenariat avec les structures locales, incluant les acteurs locaux, les collectivités et les associations. - Proposer de nouvelles activités à mettre en place.
<p>Accompagnement du service sur les autres volets de sensibilisation (20%)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assister le service sur les divers aspects de la sensibilisation à l'alimentation durable.

Annexe 9 : Extraits du livret de recettes réalisé par Lilou Iratçabal (2024)



Sommaire des recettes du Défi

une envie de **SALÉ** végétarien

Aïoli	6
Blanquette de saumon	7
Blinis ultra rapide	8
Brandade de poisson blanc	9
Chakchouka express	10
Chou-fleur rôti	11
Coco de Paimpol	12
Curry thaï	13
Dahl lentilles corail	14
Dahl lentilles & patates douces	15
Falafels	16
Flans champignons	17
Galettes de brocolis	18
Gaufres à la carotte	19
Gaufres à la patate douce	20
Granola salé	21
Gressins au romarin	22
Hamburger veggie aux champignons	23
Houmous de piquillos	24
Laksa crevettes & coco	25
Nouilles au lait de coco	26
Nouilles asiatiques au poulet	27
Pâte à pizza	28
Pâtes aux légumes & Boursin	29
Pâtes aux saveurs mexicaines	30
Pesto aux herbes & citron	31
Porc au caramel	32
Poulet frit coréen	33
Poulet teriyaki	34
Rajma Makhani - mijoté haricots noirs	35
Rishta - soupe libanaise aux lentilles	36
Risotto à l'ail des ours	37
Riz sauté aux légumes thaï	38

Salade à la patate douce rôtie	39
Salade de chou japonaise	40
Samoussas aux épinards	41
Sauce beurre de cacahuètes	42
Semoule aux légumes rôtis	43
Soupe de pois chiches	44
Taboulé de chou-fleur	45
Tarte aubergine & thon	46
Tarte aux poireaux	47
Tarte épinard & chèvre	48
Tarte soleil express	49
Tartines aux champignons	50
Velouté thaï au curry rouge	51
Wok chou rouge, pomme & curry	52

ou bien de ... **SUCRÉ**

Banana bread	54
Beurre de pommes	55
Biscuits 2 ingrédients	56
Biscuits aux flocons d'avoine	57
Biscuits tendres poisson d'avril	58
Cake à la clémentine	59
Cake au citron	60
Carrot cake	61
Cookies flocons d'avoine & cacahuètes	62
Cookies Pain	63
Crème vanille goût caramel	64
Dessert aux perles de tapioca	65
Financiers	66
Flan coco	67
Gâteau aux fruits	68
Muesli maison	69
Mousse au chocolat	70
Rochers à la noix de coco	71
Tiramisu spéculos	72
Yaourt maison	73



Dahl lentilles & patates douces

Ingrédients

- 200/300g de patates douces
- 2 oignons
- Gingembre (1 cm)
- Concentré de tomates
- 2 à 3 càc de curry
- 500 ml de lait de coco
- 150g de lentilles corail



Recette

Couper la patate douce en dés de 1 cm.
Ciseler les oignons et râper le gingembre.
Dans un wok, faire chauffer un filet d'huile d'olive et y faire revenir l'oignon.
Ajouter le gingembre, le concentré de tomates et le curry.
Faire dorer 2 min.
Ajouter le lait de coco, la patate douce et les lentilles corail et laisser cuire 15 à 20 min.
Rajouter de l'eau en fonction de la consistance souhaitée.
Servir avec du riz et de la salade.
Bon appétit !

13



Taboulé de chou-fleur

Ingrédients

- 1 chou-fleur
- 1 petit bouquet de menthe fraîche (30 g)
- 1 petit bouquet de coriandre fraîche (30 g)
- 50 g de raisins secs (ou de cranberries)
- 50 g d'huile de sésame toasté (ou d'huile d'olive)
- 2 citrons
- 1 petit bol de gomasio



Recette

Hachez les feuilles d'un petit bouquet de menthe et d'un petit bouquet de coriandre. Réservez.
Prélevez les bouquets du chou-fleur. Placez-en la moitié dans un bol et ajoutez le jus des citrons et l'huile de sésame.
Mixez bien en interrompant au milieu pour racler les parois du bol afin d'obtenir un grain de « semoule » homogène.
Versez dans un saladier.
Hachez le reste des bouquets de chou-fleur et versez dans le saladier. Ajoutez les raisins secs ainsi que les herbes et mélangez.
Dégustez le taboulé saupoudré d'une généreuse quantité de gomasio.
Bon appétit !

45



Cookies Pain

Ingrédients

- 180 g de chapelure
- 70 g de noisettes (ou autre oléagineux)
- 100 g de pépites de chocolat
- 40 g de sucre complet
- 40 g de sucre blond
- 2 oeufs
- 60 g d'huile (olive ou cuisson neutre)
- 70 g de purée de noisettes d'amandes ou de cacahuètes
- 1 càc de bicarbonate
- 1 càc de jus de citron



Recette

Verser dans un saladier tous les ingrédients "secs" : la chapelure, les sucres, le bicarbonate, les noisettes concassées et les pépites de chocolat. Bien mélanger.
Dans un bol, mélanger les ingrédients "humides" : l'huile, la purée d'oléagineux, le jus de citron et les oeufs.
À l'aide d'une cuillère à glace, former des boules régulières et bien tassées, les placer sur un tapis de cuisson et les aplatir légèrement de la paume de la main.
Mettre à cuire 12 min à 200°C.
Bon appétit !

43



Muesli maison

Ingrédients

- 250 g de flocons d'avoine (ou mélange 5 céréales)
- 150 g noix et graines (courge, tournesol, amande, ...)
- 2 càs d'huile de Coco
- 5 càs de sirop d'agave
- 1 càs de miel
- 1 càs d'extrait de vanille
- 1 pincée de sel



Recette

Dans un saladier mélanger les flocons et les graines.
Dans une casserole, faire fondre à feu doux le sirop d'agave, l'huile de coco et le miel. Sortir du four et ajouter la vanille.
Mélanger le liquide aux céréales pour que ce soit bien imprégné.
Sur une plaque de four avec papier sulfurisé, disposer le mélange et bien étaler.
Faire cuire 30 min à 130°C, puis laisser refroidir avant de mettre dans un bocal.
Bon appétit !

49

Annexe 10 : Outils réalisés par Lilou Iratçabal au cours du stage

Kit de bienvenue

Bienvenue au

Défi Alimentation Positive 2024

COEUR ENTRE-DEUX-MERS

Êtes-vous prêts à relever le challenge de **manger mieux, sans dépenser plus ?**

C'est parti !

Rejoignez le groupe Whatsapp

Rejoignez le groupe Facebook

Pour toutes questions, besoin d'aide, etc. nous sommes là pour vous !
Lilou Iratçabal
Marine Hurtaud
defi.alim@coeurentre2mers.com
04 73 87 80 74

ÉTAPE 1

2 semaines de suivi de sa consommation

- Suivi des courses et des convives

Dans un premier temps, n'oubliez pas de créer votre compte !
<https://www.foyersalimentationpositive.fr>

S'inscrire à un défi → 33 PETR Coeur Entre-deux-Mers 73-24 → Saisie achats → Saisie convives

Le lien vers le site

⚠ Notez bien **toutes vos courses** pendant les deux semaines : pour chacun des produits, précisez où vous l'avez acheté, l'origine géographique et le label si il y a !

⚠ Notez bien **le nombre de personnes** qui ont consommé votre nourriture durant ces deux semaines !

Utilisez les feuilles d'aide au suivi si besoin et rdv sur <https://www.foyersalimentationpositive.fr/> pour entrer vos produits et vos convives.

Le lien vers le site

Vous avez besoin d'aide ? Contactez nous via les réseaux ou par mail !

- Suivi des déchets liés à l'alimentation

- Mettez dans le bio seau tout ce que vous n'avez pas mangé Puis pesez le !
- Mettez dans le bac tous vos déchets recyclables liés à l'alimentation - Puis mesurez le nombre de bacs !

Utilisez la feuille d'aide au suivi si besoin et rdv sur coeurentre2mers.com/form/gaspillage-et-dechets-1 pour entrer vos résultats.

Le lien vers le site

ÉTAPE 2

Participez aux différents ateliers proposés !

- Atelier de cuisine, ateliers de jardinage (pour adultes et pour la famille), escape game (et jeux pour enfants), visites de fermes, ateliers de compostage, repas partagés et soirées etc.

Inscrivez-vous directement sur les différents tableurs partagés
Retrouvez tous les tableurs ici
<https://minifi.ca/tous-les-ateliers-defi>

Sur mobile, pour remplir les cases, cliquez sur la case que vous souhaitez modifier, puis cliquez sur la barre en haut "Fx" :

Vous avez besoin d'aide ? Contactez nous via les réseaux ou par mail !

ÉTAPE 3

Dernière ligne droite !

De nouveau, pendant 2 semaines :

- Suivi des courses et des convives
- Suivi des déchets liés à l'alimentation

Vos objectifs :

- **Augmenter** votre part de produits **locaux, bio**, de qualité
- **Maîtriser** votre **budget** alimentaire
- **Diminuer** votre **gaspillage**
- **Diminuer** vos **déchets** recyclables
- **Participer** à un **maximum d'ateliers**

et surtout : **AMUSEZ-VOUS !!!**

RDV le vendredi 31 mai 2024 pour la soirée de clôture et la remise des prix !

Outils nécessaires aux participants pour la réalisation des relevés de déchets et de convives



Mesurez vos déchets alimentaires

pendant 2 semaines ! date de début / /
 date de fin / /

Mettez dans le bio seau tout ce que vous n'avez pas mangé...
 hors épluchures, os de poulet, trognons de pommes, etc.
 ça ne se mange pas !

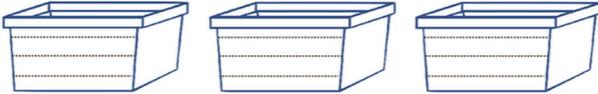
...puis pesez LE !
 dès que votre bio seau est plein

Mes pesées :

_____ + _____ + _____ + _____ = _____

Mettez dans le bac tous vos déchets recyclables liés à l'alimentation...
 emballages cartons, plastiques, bouteilles, etc.

...puis coloriez les bacs
 dès lors que votre bac est plein (ne le coloriez qu'à moitié s'il n'est rempli qu'à moitié)



À la fin des 2 premières semaines,
FLASHEZ LE QR CODE
 pour rentrer toutes vos données en ligne !



ou rendez-vous sur coeurentre2mers.com/form/qaspillage-et-dechets-11









Convives à table !



Notez dans les tableaux le nombre de personne(s) présente(s) pour chaque repas

SEMAINE 1	jour 1	jour 2	jour 3	jour 4	jour 5	jour 6	jour 7
Petit-déjeuner							
Déjeuner							
Goûter							
Dîner							

SEMAINE 2	jour 8	jour 9	jour 10	jour 11	jour 12	jour 13	jour 14
Petit-déjeuner							
Déjeuner							
Goûter							
Dîner							

Comment compter le nombre de convives ?

Enfant de - de 12 mois = 0
 Enfant de 12 mois à 2 ans = 0.5
 Enfant de 2 ans à 10 ans = 0.8
 Individu âgé de + de 10 ans = 1

Le goûter compte comme 1/2 repas, quelque soit le type de convive



Bon d'achats et guide d'utilisation (récompenses pour les gagnants)



**Les bons d'achat sont valables uniquement du
1 juin au 31 juillet 2024**

La Coop Paysanne

† Lieu : ZI Les Platanes 33360 Camblandes-et-Meynac
 Ⓜ Horaires : Du mardi au samedi Le dimanche
 9h30 - 13h30 9h30 - 12h30
 15h00 - 19h30

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

Le Château Le Parvis

† Lieu : 20 chemin de la Croix de Beylot 33360 Camblandes-et-Meynac
 Ⓜ Horaires : Du mardi au vendredi Le samedi
 16h - 19h 10h - 13h

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

La Ferme de Lalongua

† Lieu : Route de Fauquay 33670 La Sauve
 Ⓜ Horaires : Le vendredi Le samedi
 15h - 19h 9h30 - 12h15

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

Les Fermes d'Aqui

† Lieu : 190 route départementale 14 33670 Sadirac
 Ⓜ Horaires : Du mardi au vendredi Le samedi Le dimanche
 9h - 12h30 9h30 - 19h30 9h30 - 12h30
 15h - 19h30

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

Le Jardin Délices

† Lieu : 1110 route de camblandes / Route Départementale 14
 33670 Saint-Genès-de-Lombaud
 Ⓜ Horaires : Jardin fruitier en cueillette libre de mai à octobre
 spécialisé en fruits
 Toutes les informations sur la ligne info cueillette :
07 65 76 09 71

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

Les Jardins de la Forêt

† Lieu : 23 route de la forêt, 33670 Créon
 Ⓜ Horaires : Le jeudi (sur réservation au **07 86 34 19 49**)
 16h30 - 18h

? Comment ça marche : À la caisse, donnez votre (vos) bon(s) d'achat pour avoir la réduction correspondante !

Le Panier Pressé

† En ligne : lepanierpresse.com
 Ⓜ Horaires : Livraison à domicile (6€) ou sur votre lieu de travail (gratuit)
 (uniquement en Entre-deux-Mers)

? Comment ça marche : Avant de passer votre commande, envoyez un mail à panierpresse@gmail.com pour préciser le montant utilisé (5, 10, 15 ou 20€), avec le code du (des) bon(s) correspondant(s). Vous recevrez alors un code promo à utiliser lors de votre achat.

Annexe 11 : Charte de stage Master 1 ADRET 2023-2024

Université Bordeaux Montaigne – UFR STC - Année 2023-2024 Charte de stage Master 1 ADRET



Le mémoire est composé de plusieurs documents :

- Le mémoire de stage proprement dit sous forme numérique (envoyé par courrier électronique aux deux membres du jury au plus tard 10 jours avant la date de soutenance) ;
- Un document de 2 pages maximum, synthétisant les remarques et appréciations du/de la maître.sse de stage, relatives au déroulement du stage et au travail du stagiaire (annexé au mémoire) ;
- La présente charte signée par l'étudiant, son tuteur et son enseignant-référent (annexée au mémoire).

Afin d'éviter tout risque de retard de réception, une version numérique du mémoire (format pdf) est envoyée par mail via un serveur (et non en pièce-jointe) aux membres du jury **au plus tard 10 jours** avant la date de soutenance. Le mémoire comporte entre 40 et 50 pages maximum (hors annexes) pour un nombre total de signes (espaces compris) ne devant pas excéder 150 000 caractères, hors annexes.

Attentes sur les contenus en relation avec le stage :

Il s'agit d'une part pour le/la stagiaire de faire la démonstration de sa capacité à mettre en œuvre, en situation professionnelle, les apports conceptuels, méthodologiques et techniques dispensés durant l'année de formation. D'autre part, il s'agit de présenter dans le mémoire les principales réalisations effectuées dans le cadre du stage.

Parmi les attendus les plus importants devant figurer dans le mémoire, on relèvera :

- La compréhension des fonctionnements des territoires et des enjeux qui s'y déroulent, en lien avec la commande ;
- La capacité à problématiser et traduire la commande en protocole d'analyse ;
- L'analyse du jeu des acteurs, de leurs discours et de leurs représentations dans le contexte de la commande ;
- Une justification des méthodes retenues et une analyse critique des données utilisées ;
- La capacité de se positionner sur un plan éthique et professionnel, en situation ;
- L'utilisation d'outils (cartographie, analyses statistiques, enquêtes, photographies...). En particulier, un travail cartographique est obligatoire (et il ne peut se réduire à de simples cartes de localisation). Une attention aux photographies et à leur emploi est essentielle.

Le mémoire, problématisé et correctement structuré, devra notamment comporter (liste non exhaustive et non hiérarchique) :

- Une description de la ou des missions demandées ;
- Une présentation de la structure d'accueil contextualisée par rapport à la commande et au rôle du stagiaire ;
- Un état de l'art thématique et méthodologique du domaine abordé (15 références universitaires au minimum ; elles concernent la thématique du stage et l'espace dans lequel il se déroule) ;
- Une problématisation des enjeux relatifs à la mission ;
- Le détail et la justification de la méthodologie mise en œuvre afin de remplir la/les missions ;
- Une description et une analyse du réseau des acteurs concernés par le projet/territoire ;
- Un chronogramme ou un planning des activités réalisées durant le stage ;
- Une description des missions et des productions réalisées personnellement ;
- Les principaux résultats, actions, réalisations, présentés de manière détaillée et en contexte (y compris les actions qui n'ont pas pu être menées à bien en raison du contexte) ;
- Des préconisations ;
- Une partie réflexive mettant en évidence les apports et les limites du stage (regard critique sur la mission effectuée, les résultats, apports sur le plan professionnel et personnel, perspectives, ...)

- Dans certains cas sensibles, il sera possible de dissocier cette partie du reste du mémoire et d'en faire un document à part, fourni uniquement aux membres du jury en vue de la soutenance (à discuter avec le.tuteur.trice pédagogique de votre stage et/ou le responsable de formation).
- Des annexes nécessaires à la compréhension des résultats ;
- Des figures, cartes, schémas, photographies, tableaux, ... qui seront tous sourcés et référencés (avec appel dans le texte) ;
- Une bibliographie normée, complète et détaillée des sources mobilisées :
 - Les références bibliographiques feront l'objet d'un appel dans le texte (Dupont, 2016 ; Durand et Dupond, 2014 ; si plus de 2 auteurs : Dupont et al., 2017). Elles seront regroupées par ordre alphabétique en fin de manuscrit. Elles seront présentées en minuscules selon les normes suivantes :
 - Livre : Nom, Initiale du prénom, Année, *Titre de l'ouvrage*. Lieu, Éditeur, nombre de pages (xx p.) tous les auteurs sont cités.
 - Chapitre d'un ouvrage collectif : Nom, Initiale du prénom, Année, « Titre du chapitre », in Initiale du prénom Nom, *Titre de l'ouvrage*, Lieu, Éditeur, nombre de pages (p. x-x).
 - Article : Nom, Initiale du prénom, Année. « Titre de l'article ». *Nom de la revue*, volume, numéro, nombre de pages (p. x-x).
 - Document électronique : la source doit être clairement identifiée (auteur, date, titre du document) et le lien indiqué de façon précise [En ligne]. Il doit permettre de retrouver très exactement la source citée et non pointer vers une page d'accueil générique ou la racine d'un site web. La date de consultation doit être mentionnée.

Consignes relatives au tuteur pédagogique :

Il est demandé au.à la stagiaire, dès la prise de connaissance de la possibilité d'un stage, de prendre contact et d'obtenir l'accord d'un.e tuteur.trice pédagogique qui aura pour mission de suivre le travail du stagiaire durant toute la période de stage, sur les aspects universitaires du travail, à savoir principalement (mais ce n'est pas exclusif) : la méthode de travail mise en œuvre, la rédaction du mémoire de fin de stage. Le.la tuteur.trice pédagogique est choisi.e parmi les intervenant.e.s de la formation ADRET.

Date de soutenance : début juillet 2024 (sans doute du 1^{er} au 5 juillet).

Date limite d'envoi des mémoires : 10 jours avant la date de soutenance

- La soutenance aura lieu en présentiel (à distance selon les conditions sanitaires du moment et/ou cas particuliers, à l'appréciation du jury).
- Durée de la soutenance : **45 minutes** (15 min. de présentation, 30 min. de questions/réponses avec le jury)
- Un support de présentation est attendu, synthétisant le mémoire sans en reprendre platement le contenu mais en insistant sur les aspects fondamentaux du stage : commande et problématique qui en découle, enjeux, retour réflexif sur les résultats obtenus, éléments de compréhension annexes non développés dans le mémoire, etc.
- Le.la maître.sse de stage peut assister à la soutenance. Son avis est sollicité en soutenance mais il.elle ne prend pas part à l'évaluation.

Le.la stagiaire

Date 20/03/2024
Nom IRATCABIL L.ROU
Signature



Le.la maître.sse de stage

Date 20/03/24
Nom HORTAUD
Signature



**Le.la tuteur.trice
pédagogique**

Date
Nom R. Schirmer
Signature



Le responsable de formation

Date 20 03 24
Nom R. Schirmer
Signature



Annexe 12 : Remarques et appréciations de stage

Remarques et appréciations de stage de Lilou IRATÇABAL

Par Marine HURTAUD coordinatrice de l'Espace Agri'Alim du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers

Lilou a été en stage depuis le mois de Janvier au sein de l'Espace Agri'Alim du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers.

Sa mission principale de stage était la co-animation du Défi Alimentation Positive 2024. Elle a pu aussi s'intéresser à l'évaluation des anciens Défis Alimentation Positive et suivre l'ensemble des missions du service, notamment en lien avec la promotion de l'agriculture et l'alimentation locale.

Nous étions deux sur le volet Défi, Lilou et moi-même, mais finalement au bout de quelques semaines, Lilou est devenu pilote de la mission ce qui m'a permis de réaliser les autres missions du service sereinement. L'Espace Agri'Alim était composé cette année de deux salariés à temps complet et deux stagiaires (dont Lilou).

Le service est encadré par deux élus, un sur la partie « foncier agricole » et l'autre sur le PAT (dont Défi, promotion agri etc.). Il faut aussi noter que l'Espace Agri'Alim s'intègre dans un pôle d'une dizaine de salariés, dont une directrice qui suit l'ensemble des projets, une chargée de communication, une gestionnaire et une secrétaire.

Lilou a été amenée à interagir avec l'ensemble de ces personnes au cours de sa mission.

Une très grande rigueur et autonomie dans la mission

La mission de Lilou sur le Défi Alimentation Positive demandait une très bonne organisation. En effet, chaque semaine des activités étaient proposées aux familles. Il fallait donc rigoureusement vérifier l'organisation de chacun des temps forts, chaque semaine, relancer les familles, les salles, les prestataires. Aussi, il fallait vérifier et suivre les familles inscrites, pour préparer les bilans du Défi. Il fallait aussi anticiper, car les ateliers devaient être préparés plusieurs semaines avant leur réalisation. Bref un calage qui peut vite s'avérer cauchemardesque si on manque d'organisation.

Or Lilou a su faire preuve d'une très grande rigueur et a su effectuer avec brio cette organisation casse-tête. Dès le début, on s'est calé à deux, j'ai vérifié son travail pour savoir si tout était bien compris, et très rapidement, Lilou a pu être en total autonomie sur ces tâches.

Pour les tâches d'animations et constructions d'outils, elle a su avancer sur les différents points sans que je ne sois nécessairement toujours en vérification. Je peux donc affirmer que nous avons travaillé à deux sur les missions du service, et non pas que dans une démarche de commandes-exécutions, ce qui était un réel soulagement pour moi et une stimulation intellectuelle très agréable pour moi, donc merci infiniment pour cela.

Une très bonne communication au sein du service

Lilou a su faire preuve d'autonomie, c'est un très bon chose, mais le plus important finalement c'est qu'elle a su m'informer de l'ensemble des tâches réalisées avec clarté. Ainsi, je n'avais pas besoin d'aller à la pêche aux informations, car Lilou avait tout préparé pour que je puisse suivre, parler de l'action aux partenaires et préparer les différentes suites du projet sans soucis. Sans être trop insistante, elle a donc été claire sur son niveau d'avancement des tâches sans que je n'aie eu besoin de lui réclamer.

Une créativité, curiosité et générosité dans le travail

La mission Défi Alimentation Positive peut varier du tout au tout en fonction de la personne qui l'anime. N'ayant moi-même pas le temps de me concentrer à 100% sur le projet, ce sont les stagiaires successifs qui ont apporté la couleur des Défis chaque année.

Lilou a su sortir du cadre « stricte » du Défi, se l'approprier et beaucoup offrir aux foyers de cette édition. Ils ont reconnu ces efforts et je pense que c'est une grande partie des raisons de la réussite et bonne ambiance instaurée avec les familles de cette année.

Elle a su produire des outils, en prenant le temps nécessaire à la création pour les rendre beaux, efficaces et claires. Quand on parle de réalisations pour des familles ou des élus, cela compte énormément. J'ai pu lui faire confiance à 100% sur la création d'outil car j'ai vite vu que Lilou s'adaptait à nos chartes graphiques, notre méthode de fonctionnement et qu'elle était généreuse dans leur réalisation.

Aussi Lilou a toujours montré énormément d'intérêt pour toutes les thématiques abordées ou les outils utilisés. Cette curiosité était très appréciable et cette manière d'être a influencé de manière ultra-positive mon travail ainsi que le reste de l'équipe. Lilou est sortie de son cadre stricte de mission en montrant une belle motivation et cela nous a encouragés.

Lilou a aussi montré une capacité d'adaptation aux outils incroyables. J'ai pu lui demander à plusieurs reprises d'utiliser nos outils internes, éloignés sans doute de ceux qu'elle avait l'habitude d'utiliser. Et pourtant, seule parfois, elle a su comprendre, et même conseiller le reste des salariés du Pôle Territorial sur leur utilisation.

Une parfaite intégration au sein du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers

On en arrive à ce dernier point : en effet Lilou s'est parfaitement intégrée avec l'ensemble des collègues du Pôle Territorial Cœur Entre-deux-Mers. Sa motivation et joie de vivre ont bien sûr été contagieuses sur l'ensemble du groupe et elle a su nouer des liens étroits avec presque la totalité des salariés de l'équipe, bien que parfois éloignés de nos missions. Aussi, elle a pu interagir avec les services supports types communication, gestion, secrétariat avec respect de leur travail et bonne communication.

Je peux donc affirmer que tout le monde au Pôle a adoré avoir Lilou en stage ces derniers mois et que nous espérons la revoir régulièrement dans sa vie professionnelle.

Mes conseils pour l'avenir

Bon je pense avoir dressé un profil assez élogieux et totalement mérité bien sûr. Je vais donc terminer avec quelques conseils de compétences à développer dans la dernière partie des études. Je pense que Lilou devrait s'entraîner plus souvent à téléphoner, prendre la parole en public dans ses prochaines missions, car elle semble manquer un peu de confiance en elle ce qui est totalement injustifié parce qu'elle s'en sort toujours bien !

Et puis à titre personnel, je suis encore convaincue qu'être motivée dans son travail, être force de proposition est une immense force pour une structure, donc j'ai envie de demander à Lilou de garder sa motivation et sa belle énergie pour ces prochaines missions.

Merci beaucoup à Lilou pour ce magnifique stage.